

RECUEIL DES ACTES ADMINISTRATIFS

Date de Publication : 23/04/2018

N° : 2018/74

SOMMAIRE

 **Arrêtés**

Page 3/13

 **Décisions**

Page 14/120

ARRÊTÉS

Le Président

Ancien Ministre

Vice-Président honoraire du Sénat

Maire de Marseille

Arrêté n° 18/035/CM

Approbation de l'avenant n° 1 au Cahier des Charges de Cession de Terrain concernant le lot 322 situé dans la ZAC du Ranquet sur la commune d'Istres.

VU

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- Le Code de l'Urbanisme et plus particulièrement l'article L 311-6 relatif aux modalités de cession de terrains à l'intérieur des Zones d'Aménagement Concerté, dont l'obligation d'approuver un Cahier des Charges de Cession de Terrain lors de chaque cession ;
- La loi 2014-58 du 27 janvier 2014 de Modernisation de l'Action Publique Territoriale et d'Affirmation des Métropoles ;
- La loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République ;
- Le décret n° 55-216 du 3 février 1955 en application duquel le Cahier des Charges de Cession de Terrain comporte également des clauses types, les terrains ayant été acquis par voie d'expropriation ;
- L'arrêté préfectoral de création de la ZAC du Ranquet du 27 novembre 1985 ;
- L'arrêté préfectoral du 23 novembre 1987 déclarant l'opération d'utilité publique ;
- L'arrêté préfectoral approuvant le PAZ et le programme d'équipements publics de la zone du 23 novembre 1987 ;
- L'arrêté préfectoral approuvant les modifications de ce PAZ du 8 octobre 1990 ;
- L'arrêté préfectoral du 6 novembre 2003 modifiant la dénomination juridique du SAN en San Ouest Provence ;
- La délibération n° 276/87 du 12 octobre 1987 du Comité Syndical du SAN donnant délégation de maîtrise d'ouvrage à l'EPAREB ;
- La délibération n° 146/12 du 19 avril 2012 du Comité Syndical du SAN Ouest Provence approuvant la 2^{ème} modification de la ZAC du Ranquet ;
- La délibération n° 222/13 du 20 juin 2013, du Comité Syndical du SAN Ouest Provence approuvant le zonage d'assainissement collectif, non collectif et pluvial de la commune d'Istres ;
- La délibération n° 231/13 du 26 juin 2013, du Conseil Municipal d'Istres approuvant le Plan Local d'Urbanisme de la commune d'Istres ;

Reçu au Contrôle de légalité le 11 Avril 2018

- La délibération N° HN 01-003/16/CM du 17 mars 2016 du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence portant élection de Monsieur Jean-Claude Gaudin en qualité de Président de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- L'arrêté n° 17/322/CM du 27 septembre 2017 donnant délégation de signature à Monsieur Domnin Rauscher chargé de la Direction Adjointe de la Métropole Aix-Marseille-Provence relative aux ports, infrastructures portuaires, habitat, logement, patrimoine bâti, politique de la ville, stratégie et aménagement du territoire, SCOT, schémas d'urbanisme, mer et littoral, parcs naturels, industrie et réseaux d'énergie.

CONSIDÉRANT

- Que la ZAC du Ranquet a pour objet l'amélioration des conditions du sol par un équipement de la zone ;
- Le Cahier des Charges de Cession de Terrain du lot n° 322 approuvé par l'arrêté préfectoral du 10 décembre 1991 ;
- Que les droits à construire de chaque lot ont été modifiés lors de l'approbation du Plan Local d'Urbanisme de la commune d'Istres et qu'en conséquence, il convient d'adapter le préambule et les articles I et III du Cahier des Charges de Cession de Terrain précité.

ARRETE

Article 1 :

Est approuvé l'avenant n° 1 du Cahier des Charges de Cession de Terrain du lot n° 322, tel qu'il est annexé au présent arrêté, abrogeant et remplaçant le préambule et les points 2 et 3 (2/ Désignation du ou des terrains, 3/ Utilisation des terrains) de l'article I ainsi que l'avant dernier alinéa de l'article III (prescriptions techniques, urbanistiques et architecturales) du Cahier des Charges de Cession de Terrain de ce même lot.

Article 2 :

Les autres articles du Cahier des Charges de Cession de Terrain demeurent inchangés.

Article 3 :

Monsieur le Président de la Métropole Aix-Marseille-Provence est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Fait à Marseille, le 11 avril 2018

Le Président,
Signé : Jean-Claude GAUDIN

Reçu au Contrôle de légalité le 11 Avril 2018

COMMUNE D'ISTRES

ZAC DU RANQUET

Avenant N° 1 au Cahier des Charges de Cession de Terrain

Etabli en application de

L'article L.311-6 du Code de l'Urbanisme

Lot 322

Le présent avenant n° 1 au Cahier des Charges de Cession de Terrain est établi en application de l'article L.311-6 du Code de l'Urbanisme. Il abroge et remplace le préambule et les points 2 et 3 (2/ Désignation du ou des terrains, 3/ Utilisation des terrains) de l'article I et modifie l'avant dernier alinéa de l'article III (prescriptions techniques, urbanistiques et architecturales) du Cahier des Charges de Cession de Terrain du lot n° **322** (section **DH n° 0136**) approuvé par l'arrêté préfectoral du 10 décembre 1991.

Le préambule est modifié comme suit :

Préambule

La Z.A.C du Ranquet à ISTRES a été créée par arrêté préfectoral en date du 27 novembre 1985.

Le Plan d'Aménagement de Zone (P.A.Z) et le programme des équipements publics ont été approuvés le 23 novembre 1987 par arrêté préfectoral.

L'opération a été déclarée d'Utilité Publique suivant arrêté de même date.

Le 8 octobre 1990 un nouvel arrêté préfectoral a été pris approuvant les modifications intervenues sur ce P.A.Z.

L'objet de la Z.A.C. est l'amélioration des conditions d'occupation du sol par un équipement de la zone.

Une délibération du Comité du Syndicat d'Agglomération Nouvelle en date du 12 octobre 1987, a donné délégation de maîtrise d'ouvrage à l'Eparèb.

L'Eparèb a été dissout suivant décret n° 2001-1383 du 31 décembre 2001, et a cédé les terrains restant lui appartenir dans le périmètre de la Z.A.C au SAN au terme d'un acte notarié en l'étude de Maître CEAGLIO en date du 24 octobre 2002.

Une modification du dossier de réalisation de la Z.A.C a été approuvée par délibération n° 146/12 du 19 avril 2012 du comité syndical de Ouest Provence.

Par délibération n° 222/13 du 20 juin 2013, le SAN Ouest Provence a approuvé le schéma d'assainissement collectif, non collectif et pluvial de la commune d'Istres.

Par délibération n°231/13 du 26 juin 2013, la commune d'Istres a approuvé son Plan Local d'Urbanisme.

Le présent Cahier des Charges de Cession de Terrain est établi en application de l'article L 311-6 du Code de l'Urbanisme. Il comporte également en application du décret n° 55-216 du 3 février 1955 des clauses types, les terrains ayant été acquis par voie d'expropriation.

Les articles I et III sont modifiés comme suit :

Article I - CESSION ET UTILISATION DES TERRAINS

2/ Désignation du ou des terrains

La parcelle cédée d'une superficie totale **de 70 m²**, figure au cadastre sous la section **DH n° 0136**. Elle est située en zone UDrans du Plan Local d'Urbanisme de la commune d'Istres et constitue **le lot n° 322** à usage privatif.

3/ Utilisation des terrains

Les terrains susvisés se voient attribuer un droit à bâtir **de 67 m² de surface de plancher** affectés à l'habitat.

Il ne pourra être réalisé sur ce lot **qu'un seul logement**.

La ZAC du Ranquet fait l'objet d'une étude géotechnique figurant dans l'annexe 5.1.8 du document d'urbanisme qui caractérise les risques de mouvements de terrains affectant ce secteur.

Dans le cas où des ouvrages de soutènement ont été édifiés sur le lot, objet des présentes, leur conservation en parfait état est obligatoire. En aucun cas, ils ne doivent être surélevés ou surchargés et ne doivent servir d'appui ou de soubassement à une quelconque construction.

La ZAC du Ranquet est concernée par 3 aléas 1a, 1b, 1c au zonage d'assainissement pluvial du document d'urbanisme. Le pétitionnaire devra respecter les prescriptions afférentes à ces zones d'aléas dans le cadre de l'élaboration de son projet.

Les points 1 et 4 de l'article I (1/ Désignation du vendeur et de l'acquéreur, 4/ Conditions de cession) demeurent inchangés.

Article III – PRESCRIPTIONS TECHNIQUES, URBANISTIQUES ET ARCHITECTURALES

L'avant dernier alinéa de l'article III, ayant trait aux couvertures et pentes de toiture, est complété comme suit :

Les toits terrasse sont également autorisés.

L'avant dernier alinéa de l'article III, ayant trait aux couvertures et pentes de toiture, est supprimé.

Les autres articles du Cahier des Charges de Cession de Terrain demeurent inchangés.

Le Président

Ancien Ministre

Vice-Président honoraire du Sénat

Maire de Marseille

Arrêté n° 18/054/CM

Approbation de l'avenant n° 1 au Cahier des Charges de Cession de Terrain concernant le lot 401 situé dans la ZAC du Ranquet sur la commune d'Istres.

VU

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- Le Code de l'Urbanisme et plus particulièrement l'article L 311-6 relatif aux modalités de cession de terrains à l'intérieur des Zones d'Aménagement Concerté, dont l'obligation d'approuver un Cahier des Charges de Cession de Terrain lors de chaque cession ;
- La loi 2014-58 du 27 janvier 2014 de Modernisation de l'Action Publique Territoriale et d'Affirmation des Métropoles ;
- La loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République ;
- Le décret n° 2001-1383 du 31 décembre 2001 portant dissolution de l'Epareb ;
- Le décret n° 55-216 du 3 février 1955 en application duquel le Cahier des Charges de Cession de Terrain comporte également des clauses types, les terrains ayant été acquis par voie d'expropriation ;
- L'arrêté préfectoral de création de la ZAC du Ranquet du 27 novembre 1985 ;
- L'arrêté préfectoral du 23 novembre 1987 déclarant l'opération d'utilité publique ;
- L'arrêté préfectoral approuvant le PAZ et le programme d'équipements publics de la zone du 23 novembre 1987 ;
- L'arrêté préfectoral approuvant les modifications de ce PAZ du 8 octobre 1990 ;
- L'arrêté préfectoral du 6 novembre 2003 modifiant la dénomination juridique du SAN en SAN Ouest Provence ;
- La délibération n° 276/87 du 12 octobre 1987 du Comité syndical du SAN donnant délégation de maîtrise d'ouvrage à l'EPAREB ;
- La délibération n° 146/12 du 19 avril 2012 du Comité syndical du SAN Ouest Provence approuvant la 2^{ème} modification de la ZAC du Ranquet ;
- La délibération n° 222/13 du 20 juin 2013, du Comité syndical du SAN Ouest Provence approuvant le zonage d'assainissement collectif, non collectif et pluvial de la commune d'Istres ;

Reçu au Contrôle de légalité le 17 Avril 2018

- La délibération n° 231/13 du 26 juin 2013, du Conseil Municipal d'Istres approuvant le Plan Local d'Urbanisme de la commune d'Istres ;
- La délibération n° HN 01-003/16/CM du 17 mars 2016 du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence portant élection de Monsieur Jean-Claude Gaudin en qualité de Président de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- L'arrêté n° 17/322/CM du 27 septembre 2017, pris par le Président de la Métropole Aix-Marseille-Provence donnant délégation de signature à Monsieur Domnin Rauscher chargé de la Direction Adjointe de la Métropole Aix-Marseille-Provence relative aux ports, infrastructures portuaires, habitat, logement, patrimoine bâti, politique de la ville, stratégie et aménagement du territoire, SCOT, schémas d'urbanisme, mer et littoral, parcs naturels, industrie et réseaux d'énergie.

CONSIDÉRANT

- Que la ZAC du Ranquet a pour objet l'amélioration des conditions du sol par un équipement de la zone ;
- Que le Cahier des Charges de Cession de Terrain du lot n° 401 a été approuvé par l'arrêté préfectoral du 15 décembre 1989 ;
- Que les droits à construire de chaque lot ont été modifiés lors de l'approbation du Plan Local d'Urbanisme de la commune d'Istres et qu'en conséquence, il convient d'adapter le préambule et l'article I du Cahier des Charges de Cession de Terrain précité.

ARRETE

Article 1 :

Est approuvé l'avenant n° 1 du Cahier des Charges de Cession de Terrain du lot n° 401, tel qu'il est annexé au présent arrêté, abrogeant et remplaçant le préambule et les points 2 et 3 (2/ Désignation du ou des terrains, 3/ Utilisation des terrains) de l'article I du Cahier des Charges de Cession de Terrain de ce même lot.

Article 2 :

Les points 1 et 4 de l'article I (1/ Désignation du vendeur et de l'acquéreur ; 4/ Conditions de cession) ainsi que les autres articles du Cahier des Charges de Cession de Terrain demeurent inchangés.

Article 3 :

Monsieur le Président de la Métropole Aix-Marseille-Provence est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Fait à Marseille, le 17 avril 2018

Le Président,
Signé : Jean-Claude GAUDIN

Reçu au Contrôle de légalité le 17 Avril 2018

COMMUNE D'ISTRES

ZAC DU RANQUET

Avenant N° 1 au Cahier des Charges de Cession de Terrain

Etabli en application de

L'article L.311-6 du Code de l'Urbanisme

Lot 401

Le présent avenant n° 1 au Cahier des Charges de Cession de Terrain est établi en application de l'article L.311-6 du Code de l'Urbanisme. Il abroge et remplace le préambule et les points 2 et 3 (2/ Désignation du ou des terrains, 3/ Utilisation des terrains) de l'article I du Cahier des Charges de Cession de Terrain du lot n° **401** (section **DH n° 0193**) approuvé par l'arrêté préfectoral du 15 décembre 1989.

Le préambule est modifié comme suit :

Préambule

La Z.A.C du Ranquet à ISTRES a été créée par arrêté préfectoral en date du 27 novembre 1985.

Le Plan d'Aménagement de Zone (P.A.Z) et le programme des équipements publics ont été approuvés le 23 novembre 1987 par arrêté préfectoral.

L'opération a été déclarée d'Utilité Publique suivant arrêté de même date.

Le 8 octobre 1990 un nouvel arrêté préfectoral a été pris approuvant les modifications intervenues sur ce P.A.Z.

L'objet de la Z.A.C. est l'amélioration des conditions d'occupation du sol par un équipement de la zone.

Une délibération du Comité du Syndicat d'Agglomération Nouvelle en date du 12 octobre 1987, a donné délégation de maîtrise d'ouvrage à l'Eparèb.

L'Eparèb a été dissout suivant décret n° 2001-1383 du 31 décembre 2001, et a cédé les terrains restant lui appartenir dans le périmètre de la Z.A.C au SAN au terme d'un acte notarié en l'étude de Maître CEAGLIO en date du 24 octobre 2002.

Une modification du dossier de réalisation de la Z.A.C a été approuvée par délibération n° 146/12 du 19 avril 2012 du comité syndical de Ouest Provence.

Par délibération n° 222/13 du 20 juin 2013, le SAN Ouest Provence a approuvé le schéma d'assainissement collectif, non collectif et pluvial de la commune d'Istres.

Par délibération n°231/13 du 26 juin 2013, la commune d'Istres a approuvé son Plan Local d'Urbanisme.

Le présent Cahier des Charges de Cession de Terrain est établi en application de l'article L 311-6 du Code de l'Urbanisme. Il comporte également en application du décret n° 55-216 du 3 février 1955 des clauses types, les terrains ayant été acquis par voie d'expropriation.

L'article I est modifié comme suit :

Article I - CESSION ET UTILISATION DES TERRAINS

2/ Désignation du ou des terrains

La parcelle cédée d'une superficie totale **de 98 m²**, figure au cadastre sous la section **DH n° 0193**. Elle est située en zone UDran du Plan Local d'Urbanisme de la commune d'Istres et constitue le **lot n° 401** à usage privatif.

3/ Utilisation des terrains

Les terrains susvisés se voient attribuer un droit à bâtir **de 69,80 m² de surface de plancher** affectés à l'habitat.

Il ne pourra être réalisé sur ce lot **qu'un seul logement**.

La ZAC du Ranquet fait l'objet d'une étude géotechnique figurant dans l'annexe 5.1.8 du document d'urbanisme qui caractérise les risques de mouvements de terrains affectant ce secteur.

Dans le cas où des ouvrages de soutènement ont été édifiés sur le lot, objet des présentes, leur conservation en parfait état est obligatoire. En aucun cas, ils ne doivent être surélevés ou surchargés et ne doivent servir d'appui ou de soubassement à une quelconque construction.

La ZAC du Ranquet est concernée par 3 aléas 1a, 1b, 1c au zonage d'assainissement pluvial du document d'urbanisme. Le pétitionnaire devra respecter les prescriptions afférentes à ces zones d'aléas dans le cadre de l'élaboration de son projet.

Les points 1 et 4 de l'article I (1/ Désignation du vendeur et de l'acquéreur, 4/ Conditions de cession) ainsi que les autres articles du Cahier des Charges de Cession de Terrain demeurent inchangés.

Le Président

Ancien Ministre

Vice-Président honoraire du Sénat

Maire de Marseille

Arrêté n° 18/059/CM

Arrêté de délégation au profit de Bernard Jacquier pour mener les négociations concernant la procédure de délégation de service public pour l'enlèvement des véhicules légers en panne ou accidentés dans les tunnels exploités par la Métropole Aix-Marseille-Provence sur le territoire de la ville de Marseille

VU

- Le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment les articles L1411-1 et suivants, L5211-1, L5211-2, L5211-9 et L5218-1 et suivants ;
- La loi n°2013-907 du 11 octobre 2013 relative à la transparence de la vie publique, notamment son article 2 et l'article 7 du décret n°2014-90 du 31 janvier 2014 pris pour son application ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de Modernisation de l'Action Publique Territoriale et d'Affirmation des Métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République ;
- La délibération n°HN 001-003/16/CM du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence du 17 mars 2016 portant élection de Monsieur Jean-Claude Gaudin, en qualité de Président de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- La délibération n°HN 04-006/16/CM du Conseil de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence du 17 mars 2016 portant élection de Monsieur Bernard Jacquier en qualité de Vice-président de la Métropole Aix-Marseille-Provence, délégué à la Commande publique et aux Commissions d'appel d'offres ;
- La délibération n° VOI 005-2846/17/CM du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence du 19 octobre 2017 portant approbation du principe d'une Délégation de Service Public pour l'enlèvement des véhicules légers en panne ou accidentés dans les tunnels exploités par la Métropole Aix-Marseille-Provence sur le territoire Marseille Provence ;
- L'avis motivé de la Commission de délégation de service public réunie le 13 avril 2018 et le rapport d'analyse des offres annexé.

CONSIDÉRANT

- Qu'il y a lieu, dans l'intérêt du bon fonctionnement de la Métropole Aix-Marseille-Provence, que le Président donne délégation temporaire, dans le cadre de la procédure de délégation de service public pour l'enlèvement des véhicules légers en panne ou accidentés dans les tunnels exploités par la Métropole Aix-Marseille-Provence sur le territoire de la ville de

Reçu au Contrôle de légalité le 20 Avril 2018

Marseille, afin de mener librement toute discussion utile avec l'entreprise ayant présenté une offre.

ARRETE

Article 1 :

Est donnée délégation, sous la surveillance et la responsabilité du Président, pour mener avec le candidat GIBBES PHARO, pour lequel la Commission de délégation de service public a émis un avis favorable, les discussions utiles dans le cadre de la phase de négociations de la procédure de délégation de service public relative à l'enlèvement des véhicules légers en panne ou accidentés dans les tunnels exploités par la Métropole Aix-Marseille-Provence sur le territoire de la ville de Marseille, à Monsieur Bernard Jacquier, Vice-président de la Métropole Aix-Marseille-Provence délégué à la Commande publique et aux Commissions d'appel d'offres.

Article 2 :

Monsieur Bernard Jacquier pourra être assisté, dans le cadre de ces négociations, à raison de leur compétence dans le domaine considéré, par :

- M. Yannick TONDUT, Directeur Général Adjoint en charge de la Mobilité;
- M. Etienne CAPUTO, Directeur de Pôle Espace Public Voirie-Circulation ;
- M. Alexis FRANCOIS, Directeur Gestion des Equipements de Traffic ;
- M. Damien VILLECROZE, Chef de Service Tunnels.
- M. Serge CECCHINI, Directeur Adjoint Ressources & Méthodes;
- M. Alain TRABUC, Directeur Juridique Schémas, Grands projets et Contentieux ;
- Mme Dominique COURT-PAYEN, Directeur de la Commande publique ;
- M. Nicolas DERNE, Chef de Service juridique Accompagnement des services publics;
- Mme Angélique GASPERINI, Chef de Service Concessions et DSP.

Article 3 :

La présente délégation prendra fin à l'issue de la dernière réunion ou du dernier courrier relatifs à cette phase de négociation.

Article 4 :

Monsieur le Président de la Métropole Aix-Marseille-Provence est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Fait à Marseille, le 20 avril 2018

Le Président,
Signé : Jean-Claude GAUDIN

Reçu au Contrôle de légalité le 20 Avril 2018

DÉCISIONS

Le Président

Ancien Ministre

Vice-Président honoraire du Sénat

Maire de Marseille

Décision n° 18/171/D

Approbation d'une convention avec, Miroux consultant, pour l'action de formation intitulée Formation-supervision des pratiques de coaching interne pour un montant de 3199,20 € TTC

VU

- Le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment ses articles L. 5218-1 et suivants ;
- La loi n° 84-594 du 12 juillet 1984 relative à la formation des agents de la fonction publique territoriale et complétant la loi n° 84-53 du 26 janvier 1984 portant dispositions statutaires relatives à la fonction publique territoriale, notamment ses articles 8 et 25 ;
- La loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de Modernisation de l'Action Publique Territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République ;
- La délibération n° HN 01-003/16/CM du 17 mars 2016 du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence portant élection de Monsieur Jean-Claude Gaudin, en qualité de Président de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- La délibération n° HN 010-012/16/CM du 17 mars 2016 du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence portant délégations du Conseil de la Métropole au Président de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;

CONSIDÉRANT

- Que pour répondre au besoin de formation de deux agents de la Métropole exerçant leurs fonctions de coach interne au sein du Conseil de Territoire Istres-Ouest Provence, une convention de formation professionnelle avec la société «Miroux Consultant» relative à l'action de formation intitulée «Formation-Supervision des pratiques de coaching interne» est nécessaire ;
- Que l'exercice des fonctions de coach interne est subordonné à la supervision des pratiques à raison d'une séance minimum par trimestre ;
- Qu'au regard du catalogue 2018 proposé par les organismes de formation, seul ce dernier est susceptible de répondre aux besoins recensés pour des raisons techniques eu égard à l'accompagnement nécessaire ;

Reçu au Contrôle de légalité le 16 Avril 2018

DECIDE

Article 1 :

Est approuvée la convention entre la Métropole Aix-Marseille-Provence et la société «Miroux Consultant» relative à l'action de formation intitulée «Formation-Supervision des pratiques de coaching interne» pour huit séances maximum d'une heure trente chacune.

Article 2 :

Est approuvée la participation de deux agents du Conseil de Territoire Istres-Ouest Provence à cette formation se déroulant dans les locaux du Conseil de Territoire, à raison de une séance par agent et par trimestre pour l'année 2018, soit au total 8 séances maximum.

Article 3 :

Les crédits nécessaires d'un montant maximum de 3 199,20 euros TTC sont inscrits au budget de la Métropole Aix-Marseille-Provence, chapitre 011, nature 6184.

Article 4 :

Monsieur le Président de la Métropole Aix-Marseille-Provence est chargé de l'exécution de la présente décision.

Fait à Marseille, le 13 avril 2018

Le Président,
Signé : Jean-Claude GAUDIN

Le Président

Ancien Ministre

Vice-Président honoraire du Sénat

Maire de Marseille

Décision n° 18/172/D

Délégation du droit de préemption urbain simple et renforcé à l'Etablissement Public Foncier Provence-Alpes-Côte d'Azur pour l'acquisition d'un bien situé à Miramas, appartenant à la SCI ESCAT

VU

- Le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment les articles L 5217-1 et suivants ainsi que les articles L 5218-1 et suivants ;
- Le Code de l'Urbanisme et notamment les articles L 210-1 et suivants ainsi que les articles L 300-1 et L 324-1 modifié par ordonnance n° 2015-1174 du 23 septembre 2015 article 5 ;
- La loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de Modernisation de l'Action Publique Territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République ;
- La délibération n° HN 01-003/16/CM du 17 mars 2016 du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence portant élection de Monsieur Jean-Claude Gaudin, en qualité de Président de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- La délibération n° HN 010-012/16/CM du 17 mars 2016 du Conseil de Métropole Aix-Marseille-Provence portant délégation du Conseil de la Métropole au Président de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- La délibération n° URB 002-617/16/CM du 30 juin 2016 portant délégation du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence au Président et au Bureau pour les missions foncières ;
- La déclaration d'intention d'aliéner reçue en mairie de Miramas le 1^{er} février 2018, enregistrée sous le numéro DA 130630180G0028 portant aliénation d'un bien immobilier appartenant à la SCI ESCAT, sis 6 place Jean Jaurès à Miramas, cadastré section BS n° 18 ;

CONSIDÉRANT

- Que cette acquisition s'inscrit dans le cadre de la convention d'intervention foncière conclue entre la ville de Miramas et l'Etablissement Public Foncier Provence-Alpes-Côte d'Azur sur le site pôle gare et secteurs connexes d'aménagement pour permettre de répondre à la restructuration du centre-ville en lien avec la gare de Miramas par le renforcement de l'attractivité de ce site en matière d'habitat, d'activités commerciales, économiques et de vie sociale ;
- Que depuis le 1^{er} janvier 2018, en application des articles L 5217-2 et L 5218-2 du Code Général des Collectivités Territoriales portant transfert de la compétence « Aménagement de l'espace métropolitain », la Métropole Aix-Marseille-Provence est devenue titulaire du droit de préemption urbain prévu par le Code de l'Urbanisme ;

DECIDE

Article 1 :

Est approuvée la délégation du Droit de Préemption Urbain, simple et renforcé, au bénéfice de l'Etablissement Public Foncier Provence-Alpes-Côte d'Azur pour l'acquisition d'un bien immobilier situé 6 place Jean Jaurès à Miramas, cadastré section BS n° 18 appartenant à la SCI ESCAT.

Article 2 :

Monsieur le Président de la Métropole Aix-Marseille-Provence est chargé de l'exécution de la présente décision.

Fait à Marseille, le 05 avril 2018

Le Président,

Signé : Jean-Claude GAUDIN

Le Président

Ancien Ministre

Vice-Président honoraire du Sénat

Maire de Marseille

Décision n° 18/173/D

Bail de location entre la SEMIVIM et la Métropole Aix-Marseille-Provence concernant des locaux à usage de bureaux, sis Chemin de Paradis à Martigues. Abrogation de la décision 18-105-D du 22 Février 2018

VU

- Le Code Général des Collectivités Territoriales
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de Modernisation de l'Action Publique Territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République ;
- La délibération n° HN 01-003/16/CM du 17 mars 2016 du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence portant élection de Monsieur Jean-Claude Gaudin, en qualité de Président de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- La délibération n° HN 010-012/16/CM du 17 mars 2016 du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence portant délégations du Conseil de la Métropole au Président de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- La décision n°18/105/D du 22 février 2018 approuvant le contrat de bail de location entre la S.E.M.I.V.I.M et la Métropole Aix-Marseille-Provence pour la location de locaux à usage de bureaux dans le bâtiment B du bateau blanc sis, chemin de paradis à Martigues.

CONSIDÉRANT

- Qu'il convient d'abroger la décision n°18/105/D du 22 février 2018 relative au bail de location entre la SEMIVIM et la Métropole Aix-Marseille-Provence concernant des locaux à usage de bureaux, sis Chemin de Paradis à Martigues ;
- Que la Métropole Aix-Marseille-Provence a exprimé un besoin en locaux à usage de bureaux pour le fonctionnement de ses services sur le Conseil de Territoire du Pays de Martigues, eu égard à la démutualisation des services avec la Commune de Martigues ;
- Que la S.E.M.I.V.I.M est propriétaire de bureaux situés immeuble le Bateau Blanc-chemin de paradis 13500 Martigues d'une superficie de 450 m² au 3^{ème} étage du bâtiment D.

Reçu au Contrôle de légalité le 10 Avril 2018

DECIDE

Article 1 :

Est abrogée la décision n°18/105/D du 22 février 2018 approuvant le contrat de bail de location entre la S.E.M.I.V.I.M et la Métropole Aix-Marseille-Provence pour la location de locaux à usage de bureaux dans le bâtiment B du bateau blanc sis, chemin de paradis à Martigues.

Article 2 :

Est approuvé le contrat de bail de location à conclure entre la S.E.M.I.V.I.M et la Métropole Aix-Marseille-Provence pour la location de locaux à usage de bureaux dans l'ensemble immobilier dénommé le bateau blanc sis, bâtiment D, chemin de paradis, à Martigues d'une superficie de 450 m².

Article 3 :

Le présent bail prendra effet à compter du 1^{er} avril 2018 pour une durée de 7 ans.

Article 4 :

Le bail est conclu moyennant un loyer annuel de 63 000 euros hors taxes et hors charges révisé tous les ans selon l'indice des loyers d'activités tertiaires (ILAT).

La provision annuelle au titre des charges est fixée pour la première année à 10 500 euros auxquels il convient d'ajouter les frais liés à la gestion, et à la maintenance des installations de climatisation.

Article 5 :

Les crédits nécessaires sont inscrits au budget principal de la Métropole

Article 6:

Monsieur le Président de la Métropole Aix-Marseille-Provence est chargé de l'exécution de la présente décision.

Fait à Marseille, le 09 avril 2018

Le Président,
Signé : Jean-Claude GAUDIN

Reçu au Contrôle de légalité le 10 Avril 2018

Le Président

Ancien Ministre

Vice-Président honoraire du Sénat

Maire de Marseille

Décision n° 18/174/D

**Avenant 1 à la Convention d'Occupation Précaire 17/0478 - Parcelle AP 398 sis
Les Pielettes à Gignac La Nerthe- 13 043**

VU

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de Modernisation de l'Action Publique Territoriale et d’Affirmation des Métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République ;
- La délibération n° HN 01-003/16/CM du 17 mars 2016 du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence portant élection de Monsieur Jean-Claude Gaudin, en qualité de Président de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- La délibération n° HN 010-012/16/CM du 17 mars 2016 du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence portant délégations du Conseil de la Métropole au Président de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;

PREAMBULE

La Métropole Aix-Marseille-Provence est propriétaire du terrain sis Les Pielettes – 13043 Gignac La Nerthe, cadastré AP numéro 398. Le 1^{er} janvier 2018, par convention d’occupation, la Métropole a autorisé la société Evexus Promotion à occuper la parcelle ci-dessus référencée ;

Dans le cadre des travaux d’aménagement de la société Evexus Promotion, il s’agit de modifier certaines conditions de la convention initiale. Les articles 1 « objet du contrat », 2 « destination des lieux » et 3 « durée » sont modifiés.

CONSIDÉRANT

- Que pour les besoins de la société Evexus Promotion, il y a lieu de signer un avenant numéro 1 à la convention initiale afin de modifier les conditions d’occupation.

Reçu au Contrôle de légalité le 5 Avril 2018

DECIDE

Article 1 :

Est signé un avenant numéro 1 pour approuver : les servitudes de passage et de tréfonds, et prolonger la durée jusqu'au 31 octobre 2018, date à laquelle un acte notarié doit être signé.

Article 2 :

Les autres articles de la convention initiale restent inchangés.

Article 3 :

Monsieur le Président de la Métropole Aix-Marseille-Provence est chargé de l'exécution de la présente décision.

Fait à Marseille, le 05 avril 2018

Le Président,
Signé : Jean-Claude GAUDIN

Le Président
Ancien Ministre
Vice-Président honoraire du Sénat
Maire de Marseille

Décision n° 18/178/D

Location de salles Palais du Pharo

VU

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de Modernisation de l'Action Publique Territoriale et d'Affirmation des Métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République ;
- La délibération n° HN 01-003/16/CM du 17 mars 2016 du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence relative à l'élection de Monsieur Jean-Claude Gaudin, en qualité de Président de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- La délibération n° HN 010-012/16/CM du 17 mars 2016 du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence portant délégations du Conseil de la Métropole au Président de la Métropole Aix-Marseille-Provence.

PREAMBULE

Dans le cadre du séminaire Industry Nov, le 16 avril 2018, la Métropole Aix-Marseille-Provence a sollicité la ville de Marseille pour la location des Salles Eugénie et la Major au Palais du Pharo. Il y a donc lieu de signer une convention d'occupation précaire avec la ville de Marseille dans les conditions suivantes :

- **Désignation** : Salles Eugénie et La Major situées au Palais du Pharo - 13007 Marseille ;
- **Durée** : 1 journée le 16 avril 2018 ;
- **Montant de la location** : 544 euros HT pour la salle Eugénie et 2038 euros HT pour la salle de La Major soit 3098,40 euros TTC par journée, y compris les prestations techniques, de sécurité incendie et de nettoyage ;
- Qu'il y a lieu de signer une convention d'occupation précaire avec la ville de Marseille pour la location des Salles Eugénie et la Major au Palais du Pharo.

Reçu au Contrôle de légalité le 17 Avril 2018

DECIDE

Article 1 :

Est signée une convention d'occupation précaire, pour la journée du 16 avril 2018 avec la ville de Marseille pour la location des salles sus mentionnées, aux conditions ci-avant exposées.

Article 2 :

Les crédits nécessaires sont inscrits au budget principal centralisé de la Métropole – Sous-politique B370, nature 6228, chapitre 011, fonction 61.

Article 3 :

Monsieur le Président de la Métropole Aix-Marseille-Provence est chargé de l'exécution de la présente décision.

Fait à Marseille, le 17 avril 2018

Le Président,
Signé : Jean-Claude GAUDIN

Reçu au Contrôle de légalité le 17 Avril 2018



Le Président

Ancien Ministre

Vice-Président honoraire du Sénat

Maire de Marseille

Décision n° 18/179/D

Convention de mise à disposition ponctuelle de locaux relevant du domaine public avec Aix Marseille Université

VU

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de Modernisation de l'Action Publique Territoriale et d’Affirmation des Métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République ;
- La délibération n° HN 01-003/16/CM du 17 mars 2016 du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence portant élection de Monsieur Jean-Claude Gaudin, en qualité de Président de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- La délibération n° HN 010-012/16/CM du 17 mars 2016 du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence portant délégations du Conseil de la Métropole au Président de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;

PREAMBULE

Dans le cadre de l’organisation des « Dixième tables rondes de l’Arbois » sur la thématique « Santé, Société, Environnement », la Métropole Aix-Marseille-Provence a sollicité Aix Marseille Université (AMU) pour la location de locaux à la Faculté de droit et science Politique situés 3 avenue Robert Schuman Aix-en-Provence. Il y a donc lieu de signer une Convention de mise à disposition ponctuelle de locaux relevant du Domaine Public avec l’AMU dans les conditions suivantes :

- **Désignation** : Amphithéâtre Portalis – Le grand Hall et patio – La salle des Actes – La salle du Conseil n°1 – La salle des Professeurs – Les salles 1.11, 1.13 et 1.17 dans le bâtiment Portalis.

- **Durée** : 3 journées, les 28, 29 et 30 mars 2018

- **Montant de la location** : le prix de la location sera réglé par le Centre de Recherche et d’Enseignement de Géosciences de l’Environnement.

Reçu au Contrôle de légalité le 6 Avril 2018

CONSIDÉRANT

- Qu'il y a lieu de signer une convention de mise à disposition ponctuelle de locaux relevant du domaine public avec Aix Marseille Université pour la location des locaux sus mentionnés, situés 3 avenue Robert Schuman - 13100 Aix-en-Provence.

DECIDE

Article 1 :

Est signée une convention de mise à disposition ponctuelle de locaux relevant du domaine public, pour 3 jours les 28, 29 et 30 mars 2018 avec Aix Marseille Université pour la location des locaux sus mentionnées à la Faculté de Droit et de Science Politique situés 3 avenue Robert Schuman à Aix-en-Provence, aux conditions ci-avant exposées.

Article 2 :

Monsieur le Président de la Métropole Aix-Marseille-Provence est chargé de l'exécution de la présente décision.

Fait à Marseille, le 05 avril 2018

Le Président,
Signé : Jean-Claude GAUDIN

Le Président

Ancien Ministre

Vice-Président honoraire du Sénat

Maire de Marseille

Décision n° 18/180/D

Délégation du droit de préemption urbain renforcé au profit de la SOLEAM d'un bien situé 19-21 rue de Rome à Marseille 13001.

VU

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- Le Code de l'Urbanisme et notamment les articles L 210-1 et suivants ainsi que l'article L 300-1 ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de Modernisation de l'Action Publique Territoriale et d'Affirmation des Métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République ;
- La décision du Conseil Municipal de la ville de Marseille n° 87/291/USV du 10 juillet 1987 instaurant le droit de préemption ;
- La délibération n° URB 024-2782/17/CM du 19 octobre 2017 fixant les conditions d'exercice de droit de préemption urbain et du droit de préemption urbain renforcé par la Métropole Aix-Marseille-Provence sur le territoire de la ville de Marseille ;
- La délibération du Conseil de Communauté n° FTC 030-1585/15/CC du 21 décembre 2015 approuvant le transfert à la Communauté urbaine Marseille Provence des opérations d'aménagements en cours des communes de Marseille et La Ciotat ;
- La délibération n° HN 01-003/16/CM du 17 mars 2016 du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence portant élection de Monsieur Jean-Claude Gaudin, en qualité de Président de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- La délibération n° HN 010-012/16/CM du 17 mars 2016 du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence portant délégations du Conseil de la Métropole au Président de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- La délibération n° URB 002-617/16/CM du 30 juin 2016 portant délégations du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence au Président et au Bureau, Missions foncières ;
- La concession d'aménagement "Grand Centre Ville" n° 11-0136 du 18 janvier 2011 ;
- La déclaration d'intention d'aliéner DA 13201 18 0073 reçue le 7 février 2018 ;

Reçu au Contrôle de légalité le 5 Avril 2018

CONSIDÉRANT

- Que la maîtrise foncière de ce bien est nécessaire à la restructuration ou réhabilitation durable en vue de la remise sur le marché du logement ;
- Que cette préemption relève d'une compétence de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- Que ces biens entrent en effet dans le champ de l'opération Grand Centre Ville de compétence métropolitaine concédée à la SOLEAM ; cette opération visant le renouvellement urbain d'îlots obsolètes et la requalification du tissu ancien dégradé par restructuration d'immeubles en vue de produire 1 500 logements nouveaux diversifiés neufs ou restaurés, ainsi que 20 000 m² de locaux d'activités et d'équipements.

DECIDE

Article 1 :

Le droit de préemption urbain renforcé est délégué à la SOLEAM pour l'acquisition des lots n° 22 – 23 – 24 – 25 – 26 dépendant de l'immeuble situé 19-21 rue de Rome à Marseille 13001, cadastré 803 A 265 d'une superficie de 135.88 m², appartenant aux consorts CRESPIE relevant du champ de compétence de la Métropole Aix-Marseille-Provence.

Article 2 :

Monsieur le Président de la Métropole Aix-Marseille-Provence est chargé de l'exécution de la présente décision.

Fait à Marseille, le 05 avril 2018

Le Président,
Signé : Jean-Claude GAUDIN

Le Président

Ancien Ministre

Vice-Président honoraire du Sénat

Maire de Marseille

Décision n° 18/181/D

Autorisation d'occupation temporaire au bénéfice de la Métropole Aix-Marseille-Provence d'un terrain appartenant à la copropriété "La Fauvière".

VU

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de Modernisation de l'Action Publique Territoriale et d'Affirmation des Métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République ;
- La délibération n° HN 01-003/16/CM du 17 mars 2016 du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence portant élection de Monsieur Jean-Claude Gaudin, en qualité de Président de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- La délibération n° HN 010-012/16/CM du 17 mars 2016 du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence portant délégations du Conseil de la Métropole au Président de la Métropole Aix-Marseille-Provence.

PREAMBULE

La Métropole Aix-Marseille-Provence est le maître d'ouvrage de la réalisation du Boulevard Urbain Sud (B.U.S.) sur la commune de Marseille ;

D'une longueur totale de 8,5 km entre la mer et l'échangeur Florian, le projet du Boulevard Urbain Sud (BUS) constitue un maillon fort de la politique d'aménagement du territoire de l'agglomération marseillaise et il a pour objectif général d'améliorer le réseau routier de l'agglomération marseillaise afin de permettre d'améliorer la desserte des quartiers sud de la ville ;

Depuis le 1^{er} juillet 2017, l'opération du B.U.S. est entrée en phase opérationnelle avec le démarrage du marché de génie-civil des Tranchées couvertes entre l'échangeur de Florian et le boulevard Verdillon (Marseille, 10^{ème} arrondissement) ;

Dans le cadre du démarrage prochain des travaux, la Métropole s'est rapprochée du syndicat des copropriétaires de l'ensemble immobilier La Fauvière, et a sollicité son autorisation pour occuper temporairement un terrain en vue de réaliser des travaux de dévoiement de réseaux nécessaires à la réalisation de la tranchée couverte du boulevard Urbain Sud.

Reçu au Contrôle de légalité le 6 Avril 2018

Les conditions d'occupation sont les suivantes :

- Durée de trois mois.
- Conditions financières : l'occupation temporaire est consentie à titre gratuit par le syndicat des copropriétaires de l'ensemble immobilier La Fauvière.

CONSIDÉRANT

- Que dans le cadre de la réalisation des travaux du Boulevard Urbain Sud (Marseille, 10^{ème} arrondissement) il est nécessaire de réaliser certains dévoiements de réseaux d'eau pluviale ;
- Que la Métropole Aix-Marseille-Provence est autorisée par la copropriété «La Fauvière» à occuper temporairement, et pour une durée maximale de trois mois une emprise sur la voirie et les parkings de la copropriété.

DECIDE

Article 1 :

Est signée une convention d'occupation temporaire au bénéfice de la Métropole Aix-Marseille-Provence avec le syndicat des copropriétaires de l'ensemble immobilier La Fauvière - Boulevard Romain Rolland à Marseille, prise en la personne de son syndic, pour une durée de trois mois.

Article2 :

Cette convention est conclue à titre gracieux.

Article 3 :

Monsieur le Président de la Métropole Aix-Marseille-Provence est chargé de l'exécution de la présente décision.

Fait à Marseille, le 05 avril 2018

Le Président,
Signé : Jean-Claude GAUDIN

Reçu au Contrôle de légalité le 6 Avril 2018

Le Président

Ancien Ministre

Vice-Président honoraire du Sénat

Maire de Marseille

Décision n° 18/182/D

Autorisation d'occupation temporaire au bénéfice de la Métropole Aix-Marseille-Provence d'un terrain appartenant aux propriétaires "Guglielmo".

VU

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de Modernisation de l'Action Publique Territoriale et d'Affirmation des Métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République ;
- La délibération n° HN 01-003/16/CM du 17 mars 2016 du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence portant élection de Monsieur Jean-Claude Gaudin, en qualité de Président de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- La délibération n° HN 010-012/16/CM du 17 mars 2016 du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence portant délégations du Conseil de la Métropole au Président de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;

PREAMBULE

La Métropole Aix-Marseille-Provence est le maître d'ouvrage de la réalisation du Boulevard Urbain Sud (B.U.S.) sur la commune de Marseille ;

D'une longueur totale de 8,5 km entre la mer et l'échangeur Florian, le projet du Boulevard Urbain Sud (BUS) constitue un maillon fort de la politique d'aménagement du territoire de l'agglomération marseillaise et il a pour objectif général d'améliorer le réseau routier de l'agglomération marseillaise afin de permettre d'améliorer la desserte des quartiers sud de la ville ;

Depuis le 1^{er} Juillet 2017, l'opération du B.U.S. est entrée en phase opérationnelle avec le démarrage du marché de génie-civil des Tranchées couvertes entre l'échangeur de Florian et le boulevard Verdillon (Marseille, 10^{ème} arrondissement) ;

Dans le cadre du démarrage prochain des travaux, la Métropole s'est rapprochée des propriétaires Guglielmo et a sollicité leur autorisation pour occuper temporairement un terrain en vue de réaliser des travaux de dévoiement de réseaux nécessaires à la réalisation de la tranchée couverte du boulevard Urbain Sud ;

Les conditions d'occupation sont les suivantes :

- Durée de douze mois.
- Conditions financières : l'occupation temporaire est consentie à titre gratuit par les propriétaires Guglielmo.

CONSIDÉRANT

- Que dans le cadre de la réalisation des travaux du Boulevard Urbain Sud (Marseille, 10^{ème} arrondissement) il est nécessaire de réaliser certains dévoiements de réseaux d'eau pluviale ;
- Que la Métropole Aix-Marseille-Provence est autorisée par les propriétaires Guglielmo à occuper temporairement, et pour une durée de douze mois une emprise sur le jardin des propriétaires.

DECIDE

Article 1 :

Est signée une convention d'occupation temporaire au bénéfice de la Métropole Aix-Marseille-Provence avec les propriétaires Guglielmo, pour une durée de douze mois.

Article 2 :

Cette convention est conclue à titre gracieux.

Article 3 :

Monsieur le Président de la Métropole Aix-Marseille-Provence est chargé de l'exécution de la présente décision.

Fait à Marseille, le 05 avril 2018

Le Président,
Signé : Jean-Claude GAUDIN

Le Président

Ancien Ministre

Vice-Président honoraire du Sénat

Maire de Marseille

Décision n° 18/183/D

**Délégation du droit de préemption urbain à la Société Public Local
Aménagement Pays d'Aix Territoires pour l'acquisition de la parcelle HI 0016,
sise 9 rue Robert Daugey à Luynes**

VU

- Le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment les articles L. 5211-9 et L. 5217-2;
- Le Code de l'Urbanisme et notamment les articles L. 210-1, L. 211-2, L. 213-3 et L. 300-1 et suivants ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de Modernisation de l'Action Publique Territoriale et d'Affirmation des Métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République ;
- La délibération n° HN 01-003/16/CM du 17 mars 2016 du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence portant élection de Monsieur Jean-Claude Gaudin, en qualité de Président de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- La délibération n° HN 010-012/16/CM du 17 mars 2016 du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence portant délégations du Conseil de la Métropole au Président de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- La délibération n° URB 002-617/16/CM du 30 juin 2016 du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence portant délégations du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence au Président et au Bureau pour les missions foncières ;
- La délibération n°2015-350 du Conseil Municipal de la commune d'Aix-en-Provence du 23 juillet 2015, instituant le droit de préemption urbain sur la commune ;
- La déclaration d'intention d'aliéner reçue en mairie d'Aix-en-Provence le 23 février 2018, portant aliénation de la parcelle cadastrée HI 0016 sise 9 rue Robert Daugey.

CONSIDÉRANT

- Qu'en application de l'article L. 5217-2 du Code Général des Collectivités Territoriales, la Métropole Aix-Marseille-Provence exerce, en matière d'Aménagement de l'Espace Métropolitain, la compétence Plan Local d'Urbanisme ;

Reçu au Contrôle de légalité le 5 Avril 2018

- Qu'en application de l'article L. 211-2 du Code de l'Urbanisme, la compétence d'un établissement public de coopération intercommunale à fiscalité propre en matière de plan local d'urbanisme emporte de plein droit sa compétence en matière de droit de préemption urbain ;
- Que la Métropole Aix-Marseille-Provence peut déléguer son droit de préemption dans les conditions de droit commun prévues aux articles L. 211-2 et L. 213-3 du Code de l'Urbanisme ;
- Qu'en application de l'article L. 5211-9 du Code Général des Collectivités Territoriales et de la délibération n° URB 002-617/16/CM du 30 juin 2016, le Président de la Métropole Aix-Marseille-Provence peut, à l'occasion de l'aliénation d'un bien, déléguer l'exercice des droits de préemption ;
- Qu'en l'espèce, le bien proposé à l'aliénation ne présente pas d'enjeu pour la Métropole mais pourrait permettre la mise en œuvre d'une opération communale ;
- Que cette parcelle se situe dans le périmètre prioritaire de Luynes défini par la convention de concession de revitalisation de l'agglomération Aixoise, signée entre la commune d'Aix-en-Provence et la Société Public Local d'Aménagement Pays d'Aix Territoires le 5 décembre 2016.

DECIDE

Article 1 :

Le droit de préemption urbain est délégué à la Société Public Local d'Aménagement Pays d'Aix Territoires pour l'acquisition de la parcelle cadastrée HI 0016 sise 9 rue Robert Daugey à Luynes 13080, classée en zone UI du Plan Local de l'Urbanisme de la commune approuvé le 23 juillet 2015.

Article 2 :

Monsieur le Président de la Métropole Aix-Marseille-Provence est chargé de l'exécution de la présente décision.

Fait à Marseille, le 05 avril 2018

Le Président,
Signé : Jean-Claude GAUDIN

Reçu au Contrôle de légalité le 5 Avril 2018

Le Président

Ancien Ministre

Vice-Président honoraire du Sénat

Maire de Marseille

Décision n° 18/184/D

Délégation du droit de préemption urbain au profit de la commune de Saint Victoret d'un bien situé 1 boulevard Jean Moulin dans l'objectif de l'installation d'un service public.

VU

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- Le Code de l'Urbanisme et notamment les articles L210-1 et suivants ainsi que l'article L 300-1 ;
- La loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de Modernisation de l'Action Publique Territoriale et d'Affirmation des Métropoles ;
- La loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République ;
- La délibération du Conseil Municipal de la ville de Saint Victoret du 22 novembre 1988 instaurant le droit de préemption urbain renforcé ;
- La délibération n° URB 4/311/CC du 14 mai 2004 approuvant les conditions d'exercice du droit de préemption urbain et du droit de préemption urbain renforcé par la Métropole Aix-Marseille-Provence sur le territoire de la ville de Saint Victoret ;
- La délibération n° HN 01-003/16/CM du 17 mars 2016 du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence portant élection de Monsieur Jean-Claude Gaudin, en qualité de Président de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- La délibération n° HN 010-012/16/CM du 17 mars 2016 du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence portant délégations du Conseil de la Métropole au Président de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- La délibération n° URB 002-617/16/CM du 30 juin 2016 portant délégation du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence au Président et au Bureau – Missions foncières ;
- La déclaration d'intention d'aliéner n° DA 13102 18 0011 reçue le 21 mars 2018 par la ville de Saint Victoret concernant le bien situé 1 boulevard Jean Moulin à Saint Victoret d'une superficie de 773 m², appartenant à Madame Maryse Gidde.

CONSIDÉRANT

- Que la maîtrise foncière de ce bien est nécessaire à l'installation d'un service public ;
- Que cette préemption relève d'une compétence de la ville de Saint Victoret.

Reçu au Contrôle de légalité le 5 Avril 2018

DECIDE

Article 1 :

Le droit de préemption urbain renforcé est délégué à la ville de Saint Victoret pour l'acquisition d'un bien situé 1 boulevard Jean Moulin, cadastré Section AT n° 248 d'une superficie totale de 773 m² appartenant à Madame Maryse Gidde, relevant du champ de compétence de la ville de Saint Victoret.

Article 2 :

Monsieur le Président de la Métropole Aix-Marseille-Provence est chargé de l'exécution de la présente décision.

Fait à Marseille, le 05 avril 2018

Le Président,
Signé : Jean-Claude GAUDIN

Le Président

Ancien Ministre

Vice-Président honoraire du Sénat

Maire de Marseille

Décision n° 18/185/D

Autorisation à l'Etablissement Public d'Aménagement et de Développement (EPAD) d'attribuer le marché relatif à la levée de doute radiologique à la société Ginger Déléo pour le Mandat d'études relatif à la ZAC des Portes de la Mer à Fos-sur-Mer

VU

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de Modernisation de l'Action Publique Territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République ;
- La délibération n° HN 01-003/16/CM du 17 mars 2016 du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence portant élection de Monsieur Jean-Claude Gaudin, en qualité de Président de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- La délibération n° HN 010-012/16/CM du 17 mars 2016 du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence portant délégations du Conseil de la Métropole au Président de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- La délibération n° 42/09 du 18 février 2009 de Ouest Provence approuvant un mandat d'études avec l'EPAD portant sur le suivi des études pour la dépollution des terrains de l'ancienne cartonnerie de Fos-sur-Mer et la poursuite de l'aménagement de la ZAC des Portes de la Mer ;
- La décision n° 542/10 du 28 septembre 2010 de Ouest Provence approuvant l'avenant n° 1 au mandat d'études préalables pour la dépollution des terrains de la cartonnerie et la poursuite de l'aménagement de la ZAC des Portes de la Mer à Fos-sur-Mer qui proroge le délai d'exécution des études ;
- Les décisions approuvant les avenants successifs n° 2, 3, 4, 5 et 6 pour proroger les délais de validité du mandat d'études afin de compléter les études urbaines et de dépollution, de permettre une concertation adéquate avec l'Etat, les collectivités et la population, d'arrêter une orientation d'aménagement compatible avec la nature du site et de finaliser le rendu de la mission mais également de permettre à l'EPAD de poursuivre les études et travaux nécessaires et prévus dans le mandat d'études initial ;

CONSIDÉRANT

- Que la ZAC des Portes de la Mer a été créée en 1994 mais que, suite à la découverte de pollutions générées par l'ancienne activité du site (cartonnerie Voisin-Pascal), son aménagement est suspendu dans l'attente d'une modification de son dossier de réalisation ;
- Que dans le cadre de l'aménagement de la ZAC des Portes de la Mer, une étude d'impacts a été réalisée ;
- Que sur la fiche BASIAS du site, la présence d'une source radioactive sur le site est mentionnée ;
- Que sur la fiche BASOL, la présence de substances radioactives sur le site n'est pas indiquée ;
- Que dès lors, il convient de déterminer si cette source est toujours présente sur le site ;
- Que dans ce contexte, la société Ginger Déléo agence de Lyon, sise 20 bd Eugène Deruelle – Allée A 3^{ème} étage – 69 432 Lyon Cedex 03, a été retenue ;

DECIDE

Article 1 :

L'EPAD est autorisé à attribuer le marché relatif à la levée de doute radiologique à la société Ginger Déléo agence de Lyon, sise 20 bd Eugène Deruelle – Allée A 3^{ème} étage – 69 432 Lyon Cedex 03, pour un montant de 2 775 euros HT soit 3 330 euros TTC.

Article 2 :

L'intervention de la société Ginger aura une durée de sept semaines à compter de la notification du marché.

Article 3 :

Les crédits nécessaires sont inscrits au budget de la Métropole Aix-Marseille-Provence, chapitre 2017501400, nature 237, opération 2017501400.

Article 4 :

Monsieur le Directeur de l'EPAD Ouest Provence est autorisé à signer ledit marché.

Article 5 :

Monsieur le Président de la Métropole Aix-Marseille-Provence est chargé de l'exécution de la présente décision.

Fait à Marseille, le 09 avril 2018

Le Président,
Signé : Jean-Claude GAUDIN

Le Président

Ancien Ministre

Vice-Président honoraire du Sénat

Maire de Marseille

Décision n° 18/186/D

Délégation du droit de préemption urbain renforcé au profit de la ville de Marseille d'un bien situé 50/52 rue de Rome à Marseille 1er arrondissement.

VU

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- Le Code de l'Urbanisme et notamment les articles L 210-1 et suivants ainsi que l'article L 300-1 ;
- La loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de Modernisation de l'Action Publique Territoriale et d'Affirmation des Métropoles ;
- La loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République ;
- La délibération du Conseil Municipal de la ville de Marseille n° 87/291/USV du 10 juillet 1987 instaurant le droit de préemption ;
- La délibération n° URB 024-2782/17/CM du 19 octobre 2017 fixant les conditions d'exercice du droit de préemption urbain et du droit de préemption urbain renforcé par la Métropole Aix-Marseille-Provence sur le territoire de la ville de Marseille ;
- La délibération du Conseil de Communauté n° FTC 030-1585/15/CC du 21 décembre 2015 approuvant le transfert à la Communauté urbaine Marseille Provence des opérations d'aménagements en cours des communes de Marseille et La Ciotat ;
- La délibération n° HN 01-003/16/CM du 17 mars 2016 du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence portant élection de Monsieur Jean-Claude Gaudin, en qualité de Président de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- La délibération n° HN 010-012/16/CM du 17 mars 2016 du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence portant délégations du Conseil de la Métropole au Président de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- La délibération n° URB 002-617/16/CM du 30 juin 2016 portant délégations du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence au Président et au Bureau, Missions foncières ;
- La déclaration d'intention d'aliéner DA 13201 18 0136 reçue le 7 mars 2018.

CONSIDÉRANT

- Que la maîtrise foncière de ce bien est nécessaire à la requalification du centre-ville et à une redynamisation commerciale ;

Reçu au Contrôle de légalité le 10 Avril 2018

- Que cette préemption relève d'une compétence de la ville de Marseille ;

DECIDE

Article 1 :

Le droit de préemption urbain renforcé est délégué à la ville de Marseille pour l'acquisition du lot n° 86 de l'immeuble situé 50/52 rue de Rome 13001 Marseille, cadastré 803 B 319 d'une superficie de 86,54 m², appartenant à Monsieur Paul Robin, relevant du champ de compétence de la Métropole Aix-Marseille-Provence.

Article 2 :

Monsieur le Président de la Métropole Aix-Marseille-Provence est chargé de l'exécution de la présente décision.

Fait à Marseille, le 09 avril 2018

Le Président,
Signé : Jean-Claude GAUDIN

Le Président

Ancien Ministre

Vice-Président honoraire du Sénat

Maire de Marseille

Décision n° 18/187/D

Délégation du droit de préemption urbain renforcé au profit de la SOLEAM d'un bien situé 19 rue Nationale 13001.

VU

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- Le Code de l'Urbanisme et notamment les articles L 210-1 et suivants ainsi que l'article L 300-1 ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de Modernisation de l'Action Publique Territoriale et d'Affirmation des Métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République ;
- La délibération du Conseil Municipal de la Ville de Marseille n° 87/291/USV du 10 juillet 1987 instaurant le droit de préemption ;
- La délibération n° URB 024-2782/17/CM du 19 octobre 2017 fixant les conditions d'exercice du droit de préemption urbain et du droit de préemption urbain renforcé par la Métropole Aix-Marseille-Provence sur le territoire de la Ville de Marseille ;
- La délibération du Conseil de Communauté n° FCT 030-1585/15/CC du 21 décembre 2015 approuvant le transfert de la Communauté Urbaine Marseille Provence des opérations d'aménagements en cours des communes de Marseille et de La Ciotat ;
- La délibération n° HN 01-003/16/CM du 17 mars 2016 du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence portant élection de Monsieur Jean-Claude Gaudin, en qualité de Président de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- La délibération n° HN 010-012/16/CM du 17 mars 2016 du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence portant délégations du Conseil de la Métropole au Président de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- La délibération n° URB 002-617/16/CM du 30 juin 2016 portant délégations du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence au Président et au Bureau – Missions Foncières ;
- La concession d'aménagement opération d'aménagement "Grand Centre Ville" n° 11-0136 du 18 janvier 2011 ;
- La déclaration d'intention d'aliéner DA 13201 18 0112 reçue le 26 février 2018.

Reçu au Contrôle de légalité le 10 Avril 2018

CONSIDÉRANT

- Que la maîtrise foncière de ce bien est nécessaire à la restructuration ou réhabilitation durable en vue de la remise sur le marché du logement ;
- Que cette préemption relève d'une compétence de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- Que ces biens entrent en effet dans le champ de l'opération Grand Centre Ville de compétence métropolitaine concédée à la SOLEAM, cette opération visant le renouvellement urbain d'îlots obsolètes et la requalification du tissu ancien dégradé par restructurations d'immeubles en vue de produire 1 500 logements nouveaux diversifiés neufs ou restaurés, ainsi que 20 000 m² de locaux d'activités et d'équipements.

DECIDE

Article 1 :

Le droit de préemption urbain renforcé est délégué à la SOLEAM pour l'acquisition de l'immeuble situé 19 rue Nationale à Marseille 1er arrondissement, cadastré 801 C 26 d'une superficie de 125 m² appartenant à Madame De Laleu, relevant du champ de compétence de la Métropole Aix-Marseille-Provence.

Article 2 :

Monsieur le Président de la Métropole Aix-Marseille-Provence est chargé de l'exécution de la présente décision.

Fait à Marseille, le 09 avril 2018

Le Président,
Signé : Jean-Claude GAUDIN

Le Président

Ancien Ministre

Vice-Président honoraire du Sénat

Maire de Marseille

Décision n° 18/188/D

Délégation du droit de préemption urbain renforcé au profit de la Ville de Marseille d'un bien situé 5 rue Glandevès à Marseille 13001.

VU

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- Le Code de l'Urbanisme et notamment les articles L210-1 et suivants ainsi que l'article L 300-1 ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de Modernisation de l'Action Publique Territoriale et d'Affirmation des Métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République ;
- La délibération du Conseil Municipal de la ville de Marseille n° 87/291/USV du 10 juillet 1987 instaurant le droit de préemption ;
- La délibération URB 024-2782/17/CM du 19 octobre 2017 fixant les conditions d'exercice du droit de préemption urbain et du droit de préemption urbain renforcé par la Métropole Aix-Marseille-Provence sur le territoire de la ville de Marseille ;
- La délibération du Conseil de Communauté n° FTC 030-1585/15/CC du 21 décembre 2015 approuvant le transfert à la communauté urbaine Marseille Provence des opérations d'aménagements au cours des communes de Marseille et La Ciotat ;
- La délibération n° HN 01-003/16/CM du 17 mars 2016 du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence portant élection de Monsieur Jean-Claude Gaudin, en qualité de Président de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- La délibération n° HN 010-012/16/CM du 17 mars 2016 du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence portant délégations du Conseil de la Métropole au Président de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- La délibération n° URB 002-617/16/CM du 30 juin 2016 portant délégations du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence au Président et au Bureau, Missions foncières;
- La déclaration d'intention d'aliéner DA 13201 18 0147 reçue le 12 mars 2018;

Reçu au Contrôle de légalité le 10 Avril 2018

CONSIDÉRANT

- Que la maîtrise foncière de ce bien est nécessaire à la requalification du centre-ville et à une redynamisation commerciale durable en vue de la remise sur le marché du logement ;
- Que cette préemption relève d'une compétence de la Ville de Marseille.

DECIDE

Article 1 :

Le droit de préemption urbain renforcé est délégué à la Ville de Marseille pour l'acquisition du lot n°1 dépendant de l'immeuble situé 5 rue Glandevès 13001 Marseille cadastré 804 B 361 d'une superficie de 47,55 m², appartenant à Madame Ferrandino, relevant du champ de compétence de la Métropole Aix-Marseille-Provence.

Article 2 :

Monsieur le Président de la Métropole Aix-Marseille-Provence est chargé de l'exécution de la présente décision.

Fait à Marseille, le 09 avril 2018

Le Président,
Signé : Jean-Claude GAUDIN

Le Président

Ancien Ministre

Vice-Président honoraire du Sénat

Maire de Marseille

Décision n° 18/189/D

Avenant n°1 à la convention du 24 mars 2017 pour la mise à disposition des locaux 14-16 rue de Roubaix 13013 Marseille

VU

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de Modernisation de l'Action Publique Territoriale et d'Affirmation des Métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République ;
- La délibération n° HN 01-003/16/CM du 17 mars 2016 du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence portant élection de Monsieur Jean-Claude Gaudin, en qualité de Président de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- La délibération n° HN 010-012/16/CM du 17 mars 2016 du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence portant délégations du Conseil de la Métropole au Président de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- La décision n° 17/029/D du 3 février 2017, autorisant la mise à disposition des locaux 14-16 rue de Roubaix 13013 Marseille, à la Métropole Aix Marseille Provence.

PREAMBULE

Dans le cadre de l'aménagement de voirie effectué sur les parcelles 881 I0034 et I0035 situées 14-16 rue de Roubaix – 13013 Marseille, une convention d'occupation précaire a été signée avec la Ville de Marseille, préalablement à la vente desdits biens.

Le présent avenant a pour but de modifier l'article 6 relatif aux conditions financières.

Par modification de l'article 6, il est convenu que l'occupation est consentie à titre gratuit.

DECIDE

Article 1 :

Est signé un avenant n°1 à la convention du 24 mars 2017 afin de modifier les conditions financières de l'occupation des parcelles 881 I0034 et I0035 situées 14-16 rue de Roubaix à Marseille 13013, l'occupation est consentie à titre gratuit.

Article 2 :

Monsieur le Président de la Métropole Aix-Marseille-Provence est chargé de l'exécution de la présente décision.

Fait à Marseille, le 11 avril 2018

Le Président,
Signé : Jean-Claude GAUDIN

Le Président

Ancien Ministre

Vice-Président honoraire du Sénat

Maire de Marseille

Décision n° 18/192/D

Mise à disposition d'un lot de copropriété appartenant à l'hoirie Sourigues, sis 61 rue Verdillon, à Marseille 10ème arrondissement , préalable au transfert de propriété, nécessaire au démarrage des travaux du Boulevard Urbain Sud (B.U.S.).

VU

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de Modernisation de l'Action Publique Territoriale et d'Affirmation des Métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République ;
- La délibération n° HN 01-003/16/CM du 17 mars 2016 du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence portant élection de Monsieur Jean-Claude Gaudin, en qualité de Président de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- La délibération n° HN 010-012/16/CM du 17 mars 2016 du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence portant délégations du Conseil de la Métropole au Président de la Métropole Aix-Marseille-Provence.

PREAMBULE

La Métropole Aix-Marseille-Provence est le maître d'ouvrage de la réalisation du Boulevard Urbain Sud (B.U.S.) sur la commune de Marseille.

D'une longueur totale de 8,5km entre la mer et l'échangeur Florian, le projet du Boulevard Urbain Sud (B.U.S.) constitue un maillon fort de la politique d'aménagement du territoire de l'agglomération marseillaise et il a pour objectif général d'améliorer le réseau routier de l'agglomération marseillaise afin de permettre d'améliorer la desserte des quartiers sud de la ville.

Cette opération poursuit également les objectifs suivants :

- Contourner le centre-ville,
- Désenclaver les quartiers sud en les reliant au réseau structurant de l'agglomération marseillaise,
- Développer les réseaux et améliorer l'accessibilité aux transports en commun,
- Rééquilibrer au profit des modes doux les différents modes de déplacement en mettant fin au monopole de la voiture,

Reçu au Contrôle de légalité le 12 Avril 2018

- Aider au développement de l'économie de ces quartiers,
- Améliorer la qualité de vie des noyaux villageois et les requalifier.

Afin de pouvoir réaliser ce projet, des acquisitions foncières doivent être menées.

Dans ce cadre, les travaux nécessaires à la réalisation du Boulevard Urbain Sud ont été déclarés d'utilité publique par Arrêté Préfectoral du 8 septembre 2016 et, par la suite, une enquête parcellaire permettant de déterminer les propriétaires et les parcelles impactées par le 1er tronçon (section Echangeur Florian / Chemin du Vallon de Toulouse), s'est déroulée du 1er au 22 décembre 2016.

Ces travaux nécessitent l'intervention des services métropolitains sur des terrains appartenant à l'Hoirie Sourigues, pour lesquels il est nécessaire d'obtenir une mise à disposition afin de permettre le démarrage du chantier.

Les cessions foncières en vue de l'intégration dans le domaine public métropolitain des terrains en cause sont en cours de règlement par acte notarié.

C'est pourquoi, la Métropole Aix-Marseille-Provence sollicite auprès des propriétaires, la mise à disposition des emprises foncières listées ci-dessous préalablement à leur transfert de propriété, afin de permettre le démarrage des travaux programmés au titre du projet.

CONSIDÉRANT

- Que dans le cadre de la réalisation des travaux du Boulevard Urbain Sud, la Métropole Aix-Marseille-Provence a besoin que le lot de copropriété appartenant à l'Hoirie Sourigues lui soit mis à disposition, préalablement au transfert de propriété, afin de permettre le démarrage des travaux.
- Qu'à cette fin, une convention portant mise à disposition de parcelles préalable au transfert de propriété doit être conclue entre l'Hoirie Sourigues et la Métropole Aix-Marseille-Provence.

DECIDE

Article 1 :

Est signée une convention portant mise à disposition de parcelle, préalable au transfert de propriété de la parcelle suivante, sise à Marseille 10^{ème} arrondissement :

Référence cadastrale					Num. du plan	Emprise		Reste	
Sect.	N°	Nature	Lieu-Dit	Surface		N°	Surface	N°	Surface
859 A	17	SOL	61 rue Verdillon	6685	26		733		5952
						Total	733		

Cette convention est conclue à titre gracieux et sa résiliation interviendra de plein droit à la signature de l'acte authentique de transfert de propriété des parcelles en cause au profit de la Métropole Aix-Marseille-Provence.

Article 2 :

Monsieur le Président de la Métropole Aix-Marseille-Provence est chargé de l'exécution de la présente décision.

Fait à Marseille, le 11 avril 2018

Le Président,
Signé : Jean-Claude GAUDIN

Le Président

Ancien Ministre

Vice-Président honoraire du Sénat

Maire de Marseille

Décision n° 18/193/D

Décision d'ester en justice. Désignation de la SCP Amiel - Susini pour représenter la Métropole Aix-Marseille-Provence dans l'affaire qui l'oppose à l'Association Syndicale Autorisée des Arrosants de Grans.

VU

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de Modernisation de l'Action Publique Territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République ;
- La délibération n° HN 01-003/16/CM du 17 mars 2016 du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence portant élection de Monsieur Jean-Claude Gaudin, en qualité de Président de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- La délibération n° HN 010-012/16/CM du 17 mars 2016 du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence portant délégations du Conseil de la Métropole au Président de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- La requête n° 1709545-2 présentée par l'Association Syndicale Autorisée des Arrosants de Grans le 8 décembre 2017 demandant l'annulation de la délibération du 2 octobre 2017 par laquelle le conseil municipal de la commune de Grans a approuvé la révision du Plan Local d'Urbanisme ;
- Les articles L5217-2-I et L5218-7-II du Code Général des Collectivités Territoriales aux termes desquels la Métropole Aix-Marseille-Provence exerce depuis le 1^{er} janvier 2018 la compétence en matière de PLU et documents en tenant lieu sur l'ensemble de son périmètre.

DECIDE

Article 1 :

D'ester en justice devant le Tribunal Administratif de Marseille et d'être représenté dans cette affaire par la SCP Amiel – Susini – 1 Rue Monclar – 13100 Aix-en-Provence.

Article 2 :

Les honoraires dus à la SCP Amiel - Susini pour représenter la Métropole Aix-Marseille-Provence et tous les frais inhérents à ce dossier sont pris en charge.

Reçu au Contrôle de légalité le 12 Avril 2018

Article 3 :

Les crédits nécessaires sont inscrits au budget de la Métropole Aix-Marseille-Provence, nature 6227.

Article 4 :

Monsieur le Président de la Métropole Aix-Marseille-Provence est chargé de l'exécution de la présente décision.

Fait à Marseille, le 11 avril 2018

Le Président,

Signé : Jean-Claude GAUDIN

Le Président

Ancien Ministre

Vice-Président honoraire du Sénat

Maire de Marseille

Décision n° 18/194/D

Décision d'ester en justice. Désignation du Cabinet Vedesi pour représenter la Métropole Aix-Marseille-Provence dans l'affaire qui l'oppose à la Société NCI Propreté Sud France.

VU

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de Modernisation de l'Action Publique Territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République ;
- La délibération n° HN 01-003/16/CM du 17 mars 2016 du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence portant élection de Monsieur Jean-Claude Gaudin, en qualité de Président de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- La délibération n° HN 010-012/16/CM du 17 mars 2016 du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence portant délégations du Conseil de la Métropole au Président de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- La requête déposée par la Société NCI Propreté Sud France devant le Tribunal Administratif de Marseille le 19 février 2018 (n° 1801314-3) demandant l'annulation du marché signé entre la Métropole Aix-Marseille-Provence et la société Silim Environnement portant sur l'exploitation du centre de transfert d'Ensuès-la-Redonne.

DECIDE

Article 1 :

D'ester en justice devant le Tribunal Administratif de Marseille et d'être représenté dans cette affaire par la SCP Vedesi, Cabinet d'avocats, 28 rue d'Enghien à Lyon 69002.

Article 2 :

Les honoraires dus à la SCP Vedesi, pour représenter la Métropole Aix-Marseille-Provence et tous les frais inhérents à ce dossier sont pris en charge.

Article 3 :

Les crédits nécessaires sont inscrits au budget de la Métropole Aix-Marseille-Provence, nature 6227.

Article 4 :

Monsieur le Président de la Métropole Aix-Marseille-Provence est chargé de l'exécution de la présente décision.

Fait à Marseille, le 11 avril 2018

Le Président,

Signé : Jean-Claude GAUDIN

Le Président

Ancien Ministre

Vice-Président honoraire du Sénat

Maire de Marseille

Décision n° 18/197/D

Approbation d'une convention avec l'ARDEC" pour l'action de formation intitulée "Comprendre les évolutions récentes du financement du cinéma" d'un montant de 840 euros nets

VU

- Le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment ses articles L. 5218-1 et suivants ;
- La loi n° 84-594 du 12 juillet 1984 relative à la formation des agents de la fonction publique territoriale et complétant la loi n° 84-53 du 26 janvier 1984 portant dispositions statutaires relatives à la fonction publique territoriale, notamment ses articles 8 et 25 ;
- La loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de Modernisation de l'Action Publique Territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République ;
- La délibération n° HN 01-003/16/CM du 17 mars 2016 du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence portant élection de Monsieur Jean-Claude Gaudin, en qualité de Président de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- La délibération n° HN 010-012/16/CM du 17 mars 2016 du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence portant délégations du Conseil de la Métropole au Président de la Métropole Aix-Marseille-Provence.

CONSIDÉRANT

- Que pour répondre au besoin de formation d'un agent de la Métropole exerçant les fonctions de responsable de la Commission du film au sein du Conseil de Territoire Istres-Ouest Provence, une convention de formation professionnelle avec l'Association Régionale pour le Développement des Entreprises Culturelles (ARDEC) relative à l'action de formation intitulée «Comprendre les évolutions récentes du financement du cinéma» est nécessaire ;
- Qu'au regard du catalogue 2018 proposé par les organismes de formation, ce dernier propose le meilleur rapport qualité-prix eu égard à l'accompagnement nécessaire.

DECIDE

Article 1 :

Est approuvée la convention entre la Métropole Aix-Marseille-Provence et l'ARDEC relative à l'action de formation intitulée «Comprendre les évolutions récentes du financement du cinéma» qui se déroulera sur trois jours (21 heures) durant le premier semestre 2018.

Article 2 :

Est approuvée la participation d'un agent du Conseil de Territoire Istres-Ouest Provence à cette formation se déroulant à Montpellier.

Article 3 :

Les crédits nécessaires d'un montant maximum de 840 euros nets sont inscrits au budget de la Métropole Aix-Marseille-Provence, chapitre 011, nature 6184.

Article 4 :

Monsieur le Président de la Métropole Aix-Marseille-Provence est chargé de l'exécution de la présente décision.

Fait à Marseille, le 20 avril 2018

Le Président,
Signé : Jean-Claude GAUDIN

Reçu au Contrôle de légalité le 20 Avril 2018

Le Président

Ancien Ministre

Vice-Président honoraire du Sénat

Maire de Marseille

Décision n° 18/199/D

Consignation des mises en réserve des émissions obligataires de la Métropole auprès de la Caisse des Dépôts et Consignations

VU

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- Le Code Monétaire et Financier ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de Modernisation de l'Action Publique Territoriale et d'Affirmation des Métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République ;
- La délibération n°HN 01-003/16/CM du 17 mars 2016 du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence portant élection de Monsieur Jean-Claude Gaudin, en qualité de Président de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- La délibération n°HN 010-012/16/CM du 17 mars 2016 du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence portant délégations du Conseil de la Métropole au Président de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- La délibération n°HN 013-146/16/CM du Conseil de la Métropole du 28 avril 2016 portant délégation d'attribution au Président de la Métropole Aix-Marseille-Provence en matière d'emprunt ;
- L'arrêté n°17/324/CM donnant délégation de signature au Directeur Général Adjoint Finances et Budget de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- L'instruction budgétaire et comptable M57 applicable à la Métropole.

CONSIDÉRANT

D'une part que la Métropole, de manière volontaire et prudentielle, afin d'assurer le remboursement de ses émissions obligataires *in fine*, met en réserve de façon annuelle et constante la part de capital qu'elle aurait amortie dans le cadre d'un emprunt amortissement linéaire ;

D'autre part que la Caisse des Dépôts et Consignation est chargée de recevoir les consignations de toute nature, en numéraire ou en titres financiers, prévues par une disposition législative ou réglementaire ou ordonnées soit par une décision de justice soit par une décision administrative.

Reçu au Contrôle de légalité le 17 Avril 2018

Les fonds consignés sont bonifiés d'un taux fixé par la Caisse des Dépôts et Consignation après avis de la commission de surveillance, et revêtue de l'approbation du ministre chargé de l'économie.

DECIDE

Article 1 :

Les fonds mis en réserve annuellement pour le montant de l'amortissement des emprunts obligataires réalisés de 2012 à 2017, ainsi que ceux pour les emprunts obligataires à venir, seront versés en consignation à la Caisse des Dépôts et Consignations et ce pour une durée maximale égale à la maturité de chaque émission obligataire.

Article 2:

Le stock de fonds mis en réserve sur le compte 1632, dans le cadre du mécanisme prudentiel des emprunts obligataires, soit un montant de 66 461 874,89 euros sera versé en consignation à la Caisse des Dépôts et Consignations et ce pour une durée maximale égale à la maturité de chaque émission obligataire.

Article 3:

Les sommes seront consignées en remplissant la déclaration de consignation fournie par la Caisse des Dépôts et Consignations. Cette déclaration de consignation peut-être signée par le Président de la Métropole, ou de toute personne ayant reçue délégation.

Ces sommes seront déconsignées par envoi d'un courrier du Président de la Métropole, ou de toute personne ayant reçue délégation.

Article 4:

Les intérêts, résultant de ces consignations, pourront être déconsignés chaque année par envoi d'un courrier du Président de la Métropole, ou de toute personne ayant reçue délégation, à la Caisse des Dépôts et Consignations.

Article 5:

Monsieur le Président de la Métropole ou son représentant est chargé de l'exécution de la présente décision.

Fait à Marseille, le 17 avril 2018

Le Président,
Signé : Jean-Claude GAUDIN

Le Président

Ancien Ministre

Vice-Président honoraire du Sénat

Maire de Marseille

Décision n° 18/200/D

Mise à disposition préalable au transfert de propriété des terrains appartenant à la ville de Marseille pour la réalisation des aménagements viaires du Baou de Sormiou dans le cadre du projet de rénovation urbaine Soude-Hauts de Mazargue à Marseille 9^{ème} arrondissement.

VU

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de Modernisation de l'Action Publique Territoriale et d’Affirmation des Métropoles ;
- La loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République ;
- La délibération n° HN 01-003/16/CM du 17 mars 2016 du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence portant élection de Monsieur Jean-Claude Gaudin, en qualité de Président de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- La délibération n° HN 010-012/16/CM du 17 mars 2016 du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence portant délégations du Conseil de la Métropole au Président de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- La convention portant mise à disposition.

PREAMBULE

Dans le cadre du projet de rénovation urbaine Soude-Hauts de Mazargues à Marseille 9^{ème} arrondissement, la Métropole Aix-Marseille-Provence a sollicité la ville de Marseille en vue d’obtenir la mise à disposition préalable aux transferts de propriété des emprises foncières nécessaires à la réalisation de l’aménagement des voiries du Baou de Sormiou.

CONSIDÉRANT

- Que dans le cadre du projet de rénovation urbaine Soude - Hauts de Mazargues à Marseille 9^{ème} arrondissement, la Métropole Aix-Marseille-Provence a besoin que des emprises foncières appartenant à la ville de Marseille lui soient mises à disposition afin de permettre le démarrage des travaux d’aménagement des voiries du Baou de Sormiou ;

Reçu au Contrôle de légalité le 17 Avril 2018

- Qu'à cette fin une convention portant mise à disposition préalable aux transferts de propriété doit être conclue entre la ville de Marseille, propriétaire des terrains et la Métropole Aix-Marseille-Provence, maître d'ouvrage du chantier.

DECIDE

Article 1 :

Est signée avec la ville de Marseille une convention portant mise à disposition au profit de la Métropole Aix-Marseille-Provence des parcelles de terrain listées ci-après pour une contenance totale de 23 905 m² environ :

- La parcelle cadastrée Section 846 B n° 173 d'une contenance de 413 m²,
- 729 m² environ à détacher de la parcelle cadastrée Section 852 D n° 40,
- La parcelle cadastrée Section 852 D n° 161 d'une contenance de 3 465 m²,
- La parcelle cadastrée Section 852 D n° 151 d'une contenance de 2 486 m²,
- 2 095 m² environ à détacher de la parcelle cadastrée Section 852 D n° 56,
- 6 763 m² environ à détacher de la parcelle cadastrée Section 852 D n° 254,
- La parcelle cadastrée Section 852 D n° 150 d'une contenance de 2 415 m²,
- La parcelle cadastrée Section 846 D n° 261 d'une contenance de 2 208 m²,
- La parcelle cadastrée Section 852 D n° 64 d'une contenance de 287 m²,
- 166 m² environ à détacher de la parcelle cadastrée Section 852 E n° 334,
- 1 791 m² environ à détacher de la parcelle cadastrée Section 852 D n° 38.

Cette convention est conclue entre les partenaires à titre gracieux, sa résiliation interviendra de plein droit à la signature des actes de transfert de propriété des terrains concernés.

Article 2 :

Monsieur le Président de la Métropole Aix-Marseille-Provence est chargé de l'exécution de la présente décision.

Fait à Marseille, le 17 avril 2018

Le Président,
Signé : Jean-Claude GAUDIN

Le Président

Ancien Ministre

Vice-Président honoraire du Sénat

Maire de Marseille

Décision n° 18/201/D

Définition du prix de vente du livre "Saint-Blaise-1935-2017- Les travaux et les jours", mis en vente sur le site de Saint-Blaise du Pays de Martigues

VU

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de Modernisation de l'Action Publique Territoriale et d'Affirmation des Métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République ;
- La délibération n° HN 01-003/16/CM du 17 mars 2016 du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence portant élection de Monsieur Jean-Claude Gaudin, en qualité de Président de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- La délibération n° HN 010-012/16/CM du 17 mars 2016 du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence portant délégations du Conseil de la Métropole au Président de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- La décision n° 18/139/D du 16 mars 2018 instituant une régie d'avance pour la mise en œuvre des dépenses du site archéologique de Saint-Blaise du Pays de Martigues auprès de la Direction Générale des Services de la Métropole Aix-Marseille-Provence.

CONSIDÉRANT

- Que la Métropole Aix-Marseille-Provence a créé par la décision n° 18/139/D du 16 mars 2018 une régie de recettes prolongée sur le site de Saint-Blaise du Pays de Martigues ;
- Que le livre « Saint-Blaise – 1935 -2017 - les travaux et les jours » - peut être mis en vente sur le site de Saint-Blaise du Pays de Martigues.

DECIDE

Article 1 :

Le prix de vente du livre « Saint-Blaise - 1935-2017 - les travaux et les jours » est fixée à 8 euros TTC.

Article 2 :

Les recettes correspondantes seront constatées au budget principal de la Métropole Aix-Marseille-Provence.

Article 3 :

Monsieur le Président de la Métropole Aix-Marseille-Provence est chargé de l'exécution de la présente décision.

Fait à Marseille, le 18 avril 2018

Le Président,
Signé : Jean-Claude GAUDIN

Le Président

Ancien Ministre

Vice-Président honoraire du Sénat

Maire de Marseille

Décision n° 18/202/D

Désignation du Cabinet Fidal pour défendre les intérêts de la Métropole Aix-Marseille-Provence dans le cadre des affaires contestant l'approbation du Plan Local d'Urbanisme d'Aix-en-Provence

VU

- Le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment les articles L5217-2-I, L 5218-2-I et L5218-7-II ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de Modernisation de l'Action Publique Territoriale et d'Affirmation des Métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République ;
- La délibération n° HN 01-003/16/CM du 17 mars 2016 du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence portant élection de Monsieur Jean-Claude Gaudin, en qualité de Président de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- La délibération n° HN 010-012/16/CM du 17 mars 2016 du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence portant délégations du Conseil de la Métropole au Président de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- Les requêtes déposées devant la Cour Administrative d'Appel de Marseille sollicitant l'annulation des jugements de 1^{ère} instance ayant rejeté les recours en annulation de la délibération n° 2015-349 du 23 juillet 2015 par laquelle le Conseil Municipal de la ville d'Aix-en-Provence a approuvé le Plan Local d'Urbanisme :
 - N°17MA03926 déposée le 15 septembre 2017 par L'association de défense du cadre de vie et de l'environnement au Sud de Luynes, Monsieur Antonyan, Monsieur et Madame Armingol et Monsieur Douguedroit ;
 - N°17MA04602 déposée le 29 novembre 2017 par la SCEA Château des Gavelles
 - N°17MA04559 déposée le 28 novembre 2017 par Madame De Tournadre
 - N°17MA04230 déposée le 30 octobre 2017 par Monsieur et Madame De Wever
 - N°17MA04601 déposée le 29 novembre 2017 par Madame Delagnau –
 - N°17MA03937 déposée le 19 septembre 2017 par l'entreprise Roussel
 - N°17MA04290 déposée le 3 novembre 2017 par Monsieur et Madame Garcon-Calvi
 - N°18MA00947 déposée le 27 février 2018 par Monsieur Garcon
 - N°17MA04405 déposée le 16 novembre 2017 par Madame Huguet

Reçu au Contrôle de légalité le 16 Avril 2018

- N°17MA04341 déposée le 9 novembre 2017 par la SCI Montrose
- N°17MA03861 déposée le 19 septembre 2017 par Monsieur et Madame Munschy
- N°17MA04356 déposée le 10 novembre 2017 par la SCI Victoria et la SARL Richard Property
- N°17MA04415 déposée le 16 novembre 2017 par Messieurs Riondet et Monsieur Chizat-Suzzoni
- N°17MA03955 déposée le 20 septembre 2017 par la SCI Roussier Du Roy
- N°17MA04396 déposée le 14 novembre 2017 par la SARL SGA
- N°17MA02667 déposée le 28 juin 2017 par la SCI L'Harmas
- N°17MA04339 déposée le 7 novembre 2017 par la SCI Mas Dari
- N°17MA04284 déposée le 2 novembre 2017 par la SCI TPLM Pioline
- N°17MA04392 déposée le 16 novembre 2017 par la SCI Victoire Parmelan
- N°17MA04535 déposée le 27 novembre 2017 par l'indivision Jouve

CONSIDÉRANT

Qu'il convient d'assurer la défense des intérêts de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;

DECIDE

Article 1 :

Le Cabinet Fidal, domicilié 4-6 avenue d'Alsace, 92982 Paris La Défense Cedex, est désigné pour défendre les intérêts de la Métropole Aix-Marseille-Provence.

Article 2 :

Les honoraires dus au Cabinet Fidal pour représenter la Métropole Aix-Marseille-Provence et tous les frais inhérents à ce dossier sont pris en charge.

Article 3 :

Les crédits nécessaires sont inscrits au budget de la Métropole Aix-Marseille-Provence, nature 6227.

Article 4 :

Monsieur le Président de la Métropole Aix-Marseille-Provence est chargé de l'exécution de la présente décision.

Fait à Marseille, le 16 avril 2018

Le Président,
Signé : Jean-Claude GAUDIN

Reçu au Contrôle de légalité le 16 Avril 2018

Le Président

Ancien Ministre

Vice-Président honoraire du Sénat

Maire de Marseille

Décision n° 18/203/D

Désignation de Maître Gilbert Sindres pour défendre les intérêts de la Métropole Aix-Marseille-Provence dans l'affaire qui l'oppose à la société Queyras Environnement, Monsieur Eric Pascal et Monsieur Pascal Itzac

VU

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de Modernisation de l'Action Publique Territoriale et d'Affirmation des Métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République ;
- La délibération n° HN 01-003/16/CM du 17 mars 2016 du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence portant élection de Monsieur Jean-Claude Gaudin, en qualité de Président de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- La délibération n° HN 010-012/16/CM du 17 mars 2016 du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence portant délégations du Conseil de la Métropole au Président de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- Le jugement rendu par le Tribunal Correctionnel (n° minute 7835 – N°parquet 09000622037) du 14 décembre 2016 .
- Les déclarations d'appel n°16/896, 16/897, 16/898 du 19 décembre 2016 au nom de la Société Queyras Environnement, Monsieur Eric Pascal et Monsieur Pascal Itzac ;
- La citation à partie civile devant la Chambre des Appels Correctionnels de la Cour d'Appel d'Aix-en-Provence du 27 février 2018 donnant audience le jeudi 19 avril 2018.

DECIDE

Article 1 :

La décision N° 17/212/D concernant la désignation de Maître Olivier Burtz Doucède pour défendre les intérêts de la Métropole Aix-Marseille-Provence dans l'affaire qui l'oppose à la Société Queyras Environnement est abrogée.

Article 2 :

D'ester en justice devant la Cour d'Appel d'Aix-en-Provence dans les dossiers n°16/896, 16/897, 16/898 et d'être représenté dans ces affaires par Maître Gilbert Sindres, 40 rue Edouard Delanglade à Marseille.

Article 3 :

Les honoraires de Maître Gilbert Sindres, pour représenter la Métropole Aix-Marseille-Provence et tous les frais inhérents à ce dossier sont pris en charge.

Article 4 :

Les crédits nécessaires sont inscrits au budget de la Métropole Aix-Marseille-Provence, nature 6227.

Article 5 :

Monsieur le Président de la Métropole Aix-Marseille-Provence est chargé de l'exécution de la présente décision.

Fait à Marseille, le 16 avril 2018

Le Président,
Signé : Jean-Claude GAUDIN

Le Président

Ancien Ministre

Vice-Président honoraire du Sénat

Maire de Marseille

Décision n° 18/204/D

Désignation de Maître Sophie Sémériva pour défendre les intérêts de la Métropole Aix-Marseille-Provence dans l'affaire qui l'oppose à Monsieur Mohamed Chouabia

VU

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de Modernisation de l'Action Publique Territoriale et d’Affirmation des Métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République ;
- La délibération n° HN 01-003/16/CM du 17 mars 2016 du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence portant élection de Monsieur Jean-Claude Gaudin, en qualité de Président de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- La délibération n° HN 010-012/16/CM du 17 mars 2016 du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence portant délégations du Conseil de la Métropole au Président de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- La requête n°1801614-1 déposée par Monsieur Chouabia le 28 février 2018 devant le Tribunal Administratif de Marseille sollicitant l’annulation de la décision du 29 décembre 2017 prise par le Président de la Métropole Aix-Marseille-provence lui notifiant l’arrêté de sanction disciplinaire du 7 décembre 2017 pris à son encontre et l’inscription du blâme sur son dossier;
- La requête n°1801615-1 déposée par Monsieur Chouabia le 28 février 2018 devant le Tribunal Administratif de Marseille sollicitant l’allocation de dommages et intérêts résultant de la décision du 29 décembre 2017 prise par le Président de la Métropole Aix-Marseille-provence.

CONSIDÉRANT

- Qu’il convient d’assurer la défense des intérêts de la Métropole Aix-Marseille-Provence.

DECIDE

Article 1 :

Maître Sophie Sémériva, domiciliée 2 place de la Corderie à Marseille, est désignée pour défendre les intérêts de la Métropole Aix-Marseille-Provence.

Article 2 :

Les honoraires dus à Maître Sophie Sémériva, pour représenter la Métropole Aix-Marseille-Provence et tous les frais inhérents à ce dossier sont pris en charge.

Article 3 :

Les crédits nécessaires sont inscrits au budget de la Métropole Aix-Marseille-Provence, nature 6227.

Article 4 :

Monsieur le Président de la Métropole Aix-Marseille-Provence est chargé de l'exécution de la présente décision.

Fait à Marseille, le 20 avril 2018

Le Président,
Signé : Jean-Claude GAUDIN

Reçu au Contrôle de légalité le 20 Avril 2018

Le Président

Ancien Ministre

Vice-Président honoraire du Sénat

Maire de Marseille

Décision n° 18/205/D

Désignation du cabinet Léonardi Catscicalis pour défendre les intérêts de la Métropole Aix-Marseille-Provence dans le cadre du litige l'opposant aux occupants illicites de la ZAC Empallières à Saint Victoret

VU

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de Modernisation de l'Action Publique Territoriale et d'Affirmation des Métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République ;
- La délibération n° HN 01-003/16/CM du 17 mars 2016 du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence portant élection de Monsieur Jean-Claude Gaudin, en qualité de Président de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- La délibération n° HN 010-012/16/CM du 17 mars 2016 du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence portant délégations du Conseil de la Métropole au Président de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- Le procès verbal établi le 7 mars 2018 par Maître Emeric Bernard -SCP Michel Bernard - huissiers de justice associés – 4 Place Félix Baret – BP 12 – 13251 Marseille Cédex 20, constatant l'occupation illégale par des gens du voyage, de plusieurs parcelles situées dans la ZAC Empallières à Saint Victoret.

CONSIDÉRANT

- Qu'il est nécessaire de procéder à l'évacuation des parcelles occupées par les gens du voyage.

DECIDE

Article 1 :

D'ester en justice devant le Tribunal de Grande Instance d'Aix-en-Provence afin d'obtenir l'expulsion des gens du voyage et toutes autres mesures et d'être représenté dans cette affaire par le Cabinet Léonardi Catscicalis, 15, Avenue Victor Hugo à Aix-en-Provence.

Reçu au Contrôle de légalité le 20 Avril 2018

Article 2 :

Les honoraires dus au Cabinet Léonardi Catsicalis pour représenter la Métropole Aix-Marseille-Provence et tous les frais inhérents à ce dossier sont pris en charge.

Article 3:

Les crédits nécessaires sont inscrits au budget de la Métropole Aix-Marseille-Provence, nature 6227.

Article 4:

Monsieur le Président de la Métropole Aix-Marseille-Provence est chargé de l'exécution de la présente décision.

Fait à Marseille, le 20 avril 2018

Le Président,

Signé : Jean-Claude GAUDIN

Le Président

Ancien Ministre

Vice-Président honoraire du Sénat

Maire de Marseille

Décision n° 18/206/D

Décision d'estimer en justice. Désignation du Cabinet Léonardi Catsicalis Peltier pour défendre les intérêts de la Métropole Aix-Marseille-Provence dans l'affaire concernant Monsieur Gabriel Pipolo

VU

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de Modernisation de l'Action Publique Territoriale et d'affirmation des Métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République ;
- La délibération n° HN 01-003/16/CM du 17 mars 2016 du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence portant élection de Monsieur Jean-Claude Gaudin, en qualité de Président de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- La délibération n° HN 010-012/16/CM du 17 mars 2016 du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence portant délégations du Conseil de la Métropole au Président de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- La requête N°1510239-0 enregistrée le 17 décembre 2015 par laquelle la Communauté Urbaine Marseille Provence Métropole sollicite du juge des référés l'évacuation du bateau "Pharaon" appartenant à Monsieur Gabriel Pipolo du terrain occupé sis Anse du Pharo 13007 Marseille;
- L'ordonnance de référé rendue le 6 janvier 2016 par le Tribunal Administratif enjoignant à Monsieur Gabriel Pipolo d'évacuer l'emplacement occupé par son bateau sur un terrain sis Anse du Pharo à Marseille;
- Le procès-verbal d'expulsion signifié par huissier le 22 novembre 2017 faisant sommation à la partie expulsée d'avoir à retirer le bateau dans un délai d'un mois.

CONSIDÉRANT

- Qu'il convient de saisir le Juge de l'Exécution auprès du Tribunal de Grande Instance de Marseille.

DECIDE

Article 1 :

D'ester en justice devant le Tribunal de Grande Instance de Marseille afin d'obtenir la destruction du navire et toutes autres mesures et d'être représenté dans cette affaire par le Cabinet Léonardi Catsicalis Peltier, 15 avenue Victor Hugo à Aix-en-Provence.

Article 2 :

Les honoraires dus au Cabinet Léonardi Catsicalis Peltier pour représenter la Métropole Aix-Marseille-Provence et tous les frais inhérents à ce dossier sont pris en charge.

Article 3 :

Les crédits nécessaires sont inscrits au budget de la Métropole Aix-Marseille-Provence, nature 6227.

Article 4 :

Monsieur le Président de la Métropole Aix-Marseille-Provence est chargé de l'exécution de la présente décision.

Fait à Marseille, le 20 avril 2018

Le Président,
Signé : Jean-Claude GAUDIN

Le Président

Ancien Ministre

Vice-Président honoraire du Sénat

Maire de Marseille

Décision n° 18/207/D

Désignation du cabinet Mialot pour défendre les intérêts de la Métropole Aix-Marseille-Provence dans l'affaire l'opposant à la SCI Ticlo

VU

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de Modernisation de l'Action Publique Territoriale et d'Affirmation des Métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République ;
- La délibération n° HN 01-003/16/CM du 17 mars 2016 du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence portant élection de Monsieur Jean-Claude Gaudin, en qualité de Président de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- La délibération n° HN 010-012/16/CM du 17 mars 2016 du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence portant délégations du Conseil de la Métropole au Président de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- Le courrier de mise en demeure d'acquiescer de la SCI Ticlo du 30 mars 2017, portant sur une emprise de 154 m² à détacher de la parcelle CL 457 située chemin du Miougrano sur la Commune d'Allauch;
- Le courrier de proposition d'acquisition du 27 février 2018 adressée par la Métropole Aix-Marseille-Provence à la SCI Ticlo;
- Le courrier du 15 mars 2018 de la SCI Ticlo refusant la proposition de prix faite par la collectivité pour l'acquisition de l'emprise foncière concernée par la mise en demeure.

CONSIDÉRANT

- Qu'il est nécessaire de saisir le juge d'expropriation afin qu'il prononce le transfert de propriété de l'emprise de 154m² à détacher de la parcelle CL 457, chemin du Miougrano à Allauch, au profit de la Métropole Aix-Marseille-Provence et qu'il en fixe les indemnités correspondantes.

DECIDE

Article 1 :

Le cabinet Mialot, dont le siège social est sis 71, boulevard Saint Michel à Paris, est désigné pour représenter la Métropole Aix-Marseille-Provence dans le litige l'opposant à la SCI Ticlo.

Article 2 :

Les honoraires dus au cabinet Mialot pour représenter la Métropole Aix-Marseille-Provence et tous les frais inhérents à ce dossier sont pris en charge.

Article 3 :

Les crédits nécessaires sont inscrits au budget de la Métropole Aix-Marseille-Provence, nature 6227.

Article 4:

Monsieur le Président de la Métropole Aix-Marseille-Provence est chargé de l'exécution de la présente décision.

Fait à Marseille, le 20 avril 2018

Le Président,
Signé : Jean-Claude GAUDIN

Le Président

Ancien Ministre

Vice-Président honoraire du Sénat

Maire de Marseille

Décision n° 18/208/D

Mise à la réforme de photocopieurs du Conseil de Territoire Istres-Ouest Provence

VU

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- Le Code Général de la Propriété des Personnes Publiques ;
- La délibération n° HN 01-003/16/CM du 17 mars 2016 du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence portant élection de Monsieur Jean-Claude Gaudin, en qualité de Président de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- La délibération n° HN 010-012/16/CM du 17 mars 2016 du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence portant délégations du Conseil de la Métropole au Président de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;

CONSIDÉRANT

- Que l'article L. 3212-3 du Code Général de la Propriété des Personnes Publiques prévoit que les collectivités territoriales, leurs groupements et leurs établissements publics sont autorisés à céder gratuitement les matériels informatiques dont ils n'ont plus l'emploi aux mêmes conditions que celles fixées pour l'Etat au 3° de l'article L. 3212-2 ;
- Que l'opération de mise à la réforme d'un bien consiste à le sortir de l'actif pour sa valeur nette comptable en cas de démolition, de destruction ou de mise hors service, d'une immobilisation résultant d'un acte volontaire (mise au rebut d'un bien en fin de vie ou devenu obsolète...) ou d'un événement indépendant de la volonté de la collectivité (incendie, vol...), dès lors qu'il n'y a ni prix de vente, ni encaissement d'une indemnité d'assurance, autrement dit, sans contrepartie financière ;
- Que la Direction de l'Innovation Numérique et des Systèmes d'Information, gestionnaire du parc informatique du Conseil de Territoire Istres-Ouest Provence, a recensé et stocké du matériel hors d'usage ou qui n'a plus d'emploi, dans l'attente de sa mise au rebut ou de sa cession;
- Qu'il convient d'approuver l'opération de mise à la réforme de ces matériels et de demander à Monsieur le Trésorier de bien vouloir passer les écritures d'ordre non budgétaire au vu des informations transmises dans l'annexe et en application des procédures comptables et de l'instruction budgétaire M 57 ;

DECIDE

Article 1 :

Est approuvée l'opération de mise à la réforme du matériel dont la liste est recensée dans l'annexe ci-jointe.

Article 2 :

Est demandé à Monsieur le Trésorier de bien vouloir passer les écritures d'ordre non budgétaire correspondantes.

Article 3 :

Monsieur le Président de la Métropole Aix-Marseille-Provence est chargé de l'exécution de la présente décision.

Fait à Marseille, le 20 avril 2018

Le Président,

Signé : Jean-Claude GAUDIN

Le Président

Ancien Ministre

Vice-Président honoraire du Sénat

Maire de Marseille

Décision n° 18/209/D

Délégation du droit de préemption urbain renforcé au profit de la SOLEAM d'un bien situé 3 A rue de l'Académie à Marseille

VU

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- Le Code de l'Urbanisme et notamment les articles L 210-1 et suivants ainsi que l'article L 300-1 ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de Modernisation de l'Action Publique Territoriale et d'Affirmation des Métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République ;
- La délibération du Conseil Municipal de la Ville de Marseille n°87/291/USV du 10 juillet 1987 instaurant le droit de préemption ;
- La délibération n° URB 024-2782/17/CM du 19 octobre 2017 fixant les conditions d'exercice du droit de préemption urbain et du droit de préemption urbain renforcé par la Métropole Aix-Marseille-Provence sur le territoire de la Ville de Marseille ;
- La délibération du Conseil de Communauté n° FTC 030-1585/15/CC du 21 décembre 2015 approuvant le transfert de la Communauté urbaine Marseille Provence Métropole des opérations d'aménagements en cours des communes de Marseille et de la Ciotat ;
- La délibération n° HN 01-003/16/CM du 17 mars 2016 du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence portant élection de Monsieur Jean-Claude Gaudin, en qualité de Président de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- La délibération n° HN 010-012/16/CM du 17 mars 2016 du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence portant délégations du Conseil de la Métropole au Président de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- La délibération n° URB 002-617/16/CM du 30 juin 2016 portant délégations du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence au Président et au Bureau – Missions Foncières ;
- La concession d'aménagement opération d'aménagement "Grand Centre Ville" n° 11-0136 du 18 janvier 2011 ;
- La déclaration d'intention d'aliéner DA 13201 18 0113 reçue le 5 mars 2018.

Reçu au Contrôle de légalité le 20 Avril 2018

CONSIDÉRANT

- Que la maîtrise foncière de ce bien est nécessaire à la restructuration ou réhabilitation durable en vue de la remise sur le marché du logement ;
- Que cette préemption relève d'une compétence de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- Que ces biens entrent dans le champ de l'opération Grand Centre Ville de compétence métropolitaine concédée à la SOLEAM, cette opération visant le renouvellement urbain d'îlots obsolètes et la requalification du tissu ancien dégradé par restructurations d'immeubles en vue de produire 1 500 logements nouveaux diversifiés neufs ou restaurés, ainsi que 20 000 m² de locaux d'activités et d'équipements.

DECIDE

Article 1 :

Le droit de préemption urbain renforcé est délégué à la SOLEAM pour l'acquisition des lots 1-2-3-4-5-6-7 et 8 dépendant de l'immeuble situé 3 A rue de l'Académie à Marseille 1^{er} arrondissement, cadastré 803 A 232 d'une superficie de 371,04 m² appartenant aux Consorts Chazal.

Article 2 :

Monsieur le Président de la Métropole Aix-Marseille-Provence est chargé de l'exécution de la présente décision.

Fait à Marseille, le 20 avril 2018

Le Président,

Signé : Jean-Claude GAUDIN

18 / 2 12 / D



DECISION DE FINANCEMENT

CLOTURE D'OPERATION

Numéro d'opération :

2015130550147_C

N° SIREN du maître d'ouvrage

751956624

Famille d'organisme

Tiers secteur

Bénéficiaire Nom, raison sociale, forme ...

SA UES HABITAT PACT MEDITERRANEE

10 che des grives

13013 Marseille

Décisionnaire

Métropole d'Aix-Marseille-Provence

N° de décision

20181305500004

Nature de l'opération

Acquisition-Amélioration

Commune (Insee)

13203 Marseille - 3e arrondissement

Nature des logements

Logements ordinaires

Type de bénéficiaire

Ménages

Zone de prix

Zonage "123" : Zone 2

Zonage "ABC" : Zone A

Exercice

2018

Opération : 1PLAI adapté / 34 bis Bd Bouès/13003/Pact 13
34 bis Bd Bouès
13003 Marseille

FICHE DE FIN D'OPERATION

Budget délégué de l'Etat à l'EPCI - Subvention versée aux personnes de droit privé

IDENTIFICATION DE LA SUBVENTION ACCORDEE

Département

Date

N° de décision

Bouches du Rhône

16/12/2015

20151305500167

Bénéficiaire (Nom, raison sociale, forme, ...)

SA UES HABITAT PACA MEDITERRANEE

UES

Code bénéficiaire : 751956624

Adresse :

10 che des grives

Ville :

13013 Marseille

Exercice :

2015

CALCUL DU SOLDE A VERSER (Nombre de logements financés : 1)

Assiette de subvention

A la date de la DF 5161

Recalculée

114 411,30 €

114 411,30 €

Subvention

Initiale

Recalculée

Budget délégué de l'Etat à l'EPCI

(A) 15 000,00 €

(B) 15 000,00 €

Montant des acomptes versés

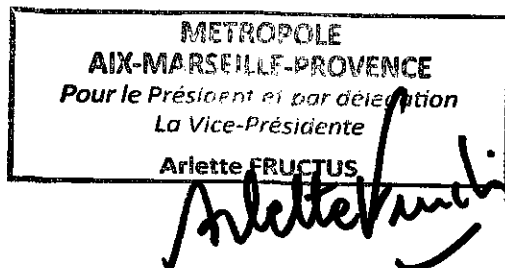
(C) 0,00 €

Solde à verser

(B-C) 15 000,00 €

Fait à MARSEILLE

le : 16 AVR. 2018



ANNEXE A LA DECISION DE SUBVENTION ET D'AGREMENT

A. PLAN DE FINANCEMENT DEFINITIF DE L'OPERATION (TVA à taux réduit)

Aide : PLAI

Financements	Montants	Quotités
I - Partie Subventions		
Subvention Etat	15 000,00	10,94%
PLAI adapté	12 960,00	9,46%
Subvention EPCI	3 000,00	2,19%
Ville de Marseille	5 000,00	3,65%
Conseil Général	13 588,00	9,91%
Conseil Régional	31 200,00	22,76%
Subvention Autres	9 723,00	7,09%
Sous-total Subventions	90 471,00	66,01%
II - Partie Prêts		
Prêt CDC foncier	14 864,00	10,84%
Prêt CDC logement	31 731,73	23,15%
Sous-total Prêts	46 595,73	33,99%
III - Partie Fonds Propres		
Sous-total Fonds Propres		
Total du Financement (I + II + III)	137 066,73	100,00%
Coût de l'opération / dépassement	137 066,73	

RECUE
13.04.18
17.05.18

B. CARACTERISTIQUES FINANCIERES DE L'OPERATION

I - Assiette de la subvention : 114 411,30 €

Aide : PLA-I

Nombre de logements

Surface utile

Logements « Collectif »

1

73,00 m²

Logements « Individuel »

Totaux pour le financement des logements « PLA-I »

1

73,00 m²

Assiette *	:	114 411,30 €
Taux de subvention	:	13,11 %
SUBVENTION	:	15 000,00 €

TOTAL DE LA DECISION

Nombre de logements : 1

Surface utile : 73,00 m²

Assiette : 114 411,30 €

SUBVENTION : 15 000,00 €

Taux moyen de subvention : 13,11 %

(*) calcul au prorata des surfaces utiles.

TOTAL GENERAL DE LA DECISION

SUBVENTION : 15 000,00 €

II - Caractéristiques financières (TTC, Taux de TVA réduit)

Charge immobilière HT

113 914,21 €

Décision No : 20181305500004

Page : 3/4

Coût du bâtiment ou des travaux	12 470,00 €
Prestations intellectuelles et frais	9 435,52 €
Prix de Revient H.T.	135 819,73 €
Montant de la TVA	1 247,00 €
Prix de revient TTC	137 066,73 €
Prix de revient au M ² de surface utile (PR / SU)	1 877,63 €
Type d'opération : Hors opération spécifique	



18.04.18
PRÉF.13

**DECISION DE FINANCEMENT COMPLEMENTAIRE
POUR PLAI-ADAPTES - CLOTURE**

Numéro d'opération :

2015130550147_C

N° SIREN du maître d'ouvrage

751956624

Famille d'organisme

Tiers secteur

Bénéficiaire Nom, raison sociale, forme ...

SA UES HABITAT PACT MEDITERRANEE

10 che des grives

13013 Marseille

Décisionnaire

Métropole d'Aix-Marseille-Provence

N° de décision

20181305500003

Nature de l'opération

Acquisition-Amélioration

Commune (Insee)

13203 Marseille - 3e arrondissement

Nature des logements

Logements ordinaires

Type de bénéficiaire

Ménages

Zone de prix

Zonage "123" : Zone 2

Zonage "ABC" : Zone A

Exercice

2018

Opération : 1PLAI adapté / 34 bis Bd Bouès/13003/Pact 13
34 bis Bd Bouès
13003 Marseille

FICHE DE FIN D'OPERATION

Budget délégué de l'Etat à l'EPCI - Subvention versée aux personnes de droit privé

IDENTIFICATION DE LA SUBVENTION ACCORDEE

..... Département Date N° de décision
..... Bouches du Rhône 16/12/2015 20151305500168
..... Bénéficiaire (Nom, raison sociale, forme, ...)
..... SA UES HABITAT PACT MEDITERRANEE
..... UES
..... Code bénéficiaire : 751956624
Adresse :

10 che des grives

Ville : 13013 Marseille
Exercice : 2015

CALCUL DU SOLDE A VERSER

Subvention	Initiale	Recalculée
Budget délégué de l'Etat à l'EPCI	12 960,00 €	12 960,00 €
Montant des acomptes versés		(C) 0,00 €
Solde à verser		(B-C) 12 960,00 €
Nombre de logements financés		1

Fait à MARSEILLE

le : 16 AVR. 2018

METROPOLE
AIX-MARSEILLE-PROVENCE
Pour le Président et par délégation
La Vice-Présidente
Arlette FRUCTUS
Arlette Fructus

**ANNEXE A LA DECISION DE CLOTURE
POUR PLAI ADAPTÉS**

A - CARACTERISTIQUES FINANCIERES DE L'OPERATION

Montant de la subvention totale du dossier : 15 000,00 €

Aide	Logements individuels	Logements collectifs...	Surface Utile.(m ²)
PLAI adaptés		1	73,00
Consistance de l'opération concernant les logements PLAI :			
PLAI		1	73,00

B - CALCUL DE LA SUBVENTION COMPLÉMENTAIRE PLAI ADAPTÉS

Prix de revient pour le(s) logement(s) PLAI adaptés	137 066,73 €
Subvention totale	12 960,00 €
Subvention par logement	12 960,00 €
Nombre de logements financés	1

18 / 214 / D



Liberté • Egalité • Fraternité
RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

18.04.18
PRÉF.13

DECISION DE FINANCEMENT
CLOTURE D'OPERATION

Numéro d'opération :
2015130550075_C

N° SIREN du maître d'ouvrage
751956624

Famille d'organisme
Tiers secteur

Bénéficiaire Nom, raison sociale, forme ...
SA UES HABITAT PACT MEDITERRANEE

10 che des grives

13013 Marseille

Décisionnaire
Métropole d'Aix-Marseille-Provence

N° de décision
20181305500001

Nature de l'opération
Acquisition-Amélioration

Commune (Insee)
13214 Marseille - 14e arrondissement

Exercice
2018

Nature des logements

Logements ordinaires

Type de bénéficiaire

Ménages

Zone de prix

Zonage "123" : Zone 2

Zonage "ABC" : Zone A

Opération :
IPLAI/Résidence Les Marronniers logt 49/13014/Pact
Résidence Les Marronniers
56 boulevard Villecroze
13014 MARSEILLE

FICHE DE FIN D'OPERATION

Budget délégué de l'Etat à l'EPCI - Subvention versée aux personnes de droit privé

IDENTIFICATION DE LA SUBVENTION ACCORDEE

..... Département

Date

N° de décision

..... Bouches du Rhône

11/12/2015

20151305500186

..... Bénéficiaire (Nom, raison sociale, forme, ...)

SA UES HABITAT PACT MEDITERRANEE

..... UES

..... Code bénéficiaire: 751956624

Adresse :

10 che des grives

Ville :

13013 Marseille

Exercice :

2015

CALCUL DU SOLDE A VERSER (Nombre de logements financés : 1)

Assiette de subvention

A la date de la DF 5161

Recalculée

77 504,43 €

80 629,21 €

Subvention

Initiale

Recalculée

Budget délégué de l'Etat à l'EPCI

(A) 13 200,00 €

(B) 13 200,00 €

Montant des acomptes versés

(C) 0,00 €

Solde à verser

(B-C) 13 200,00 €

Fait à MARSEILLE

le : 16 AVR. 2018

METROPOLE
AIX-MARSEILLE-PROVENCE
Pour le Président en délégation
La vice-Présidente
Ariette FRUCTUS

Ariette Fructus

ANNEXE A LA DECISION DE SUBVENTION ET D'AGREMENT

A. PLAN DE FINANCEMENT DEFINITIF DE L'OPERATION (TVA à taux réduit)

Aide : **PLAI**

Financements	Montants	Quotités
I - Partie Subventions		
Subvention Etat	13 200,00	19,06%
Conseil Général	7 325,00	10,58%
Conseil Régional	13 200,00	19,06%
Subvention EPCI	3 000,00	4,33%
Subvention Autres	7 325,00	10,58%
Sous-total Subventions	44 050,00	63,60%
II - Partie Prêts		
Prêts Autres	485,40	0,70%
Sous-total Prêts	485,40	0,70%
III - Partie Fonds Propres		
Fonds propres	24 722,73	35,70%
Sous-total Fonds Propres	24 722,73	35,70%
Total du Financement (I + II + III)	69 258,13	100,00%
Coût de l'opération / dépassement	69 258,13	

PROJE
2014-15
2015-16

B. CARACTERISTIQUES FINANCIERES DE L'OPERATION

I - Assiette de la subvention : 80 629,21 €

Aide : **PLA-I**

Nombre de logements

Surface utile

Logements « Collectif »

1

45,54 m²

Logements « Individuel »

Totaux pour le financement des logements « PLA-I »

1

45,54 m²

Assiette *	:	80 629,21 €
Taux de subvention	:	16,37 %
SUBVENTION	:	13 200,00 €

TOTAL DE LA DECISION

Nombre de logements : 1	Surface utile :	45,54 m²
Assiette : 80 629,21 €	SUBVENTION :	13 200,00 €
	Taux moyen de subvention :	16,37 %

(*) calcul au prorata des surfaces utiles.

TOTAL GENERAL DE LA DECISION

SUBVENTION : 13 200,00 €

II - Caractéristiques financières (TTC, Taux de TVA réduit)

Charge immobilière HT	49 662,00 €
Coût du bâtiment ou des travaux	10 400,00 €
Prestations intellectuelles et frais	8 132,13 €
Décision No : 20181305500001	Page : 3/4

Prix de Revient H.T.	68 194,13 €
Montant de la TVA	1 064,00 €
Prix de revient TTC	69 258,13 €
Prix de revient au M ² de surface utile (PR / SU)	1 520,82 €

Type d'opération : ☐ Hors opération spécifique

18 / 215 / D



Liberté • Égalité • Fraternité
RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

18 04 18
PRÉF 13

DECISION DE FINANCEMENT CLOTURE D'OPERATION

Numéro d'opération :
2015130550142_C

N° SIREN du maître d'ouvrage
751956624

Famille d'organisme
Tiers secteur

Bénéficiaire Nom, raison sociale, forme ...
SA UES HABITAT PACT MEDITERRANEE

10 che des grives

13013 Marseille

Décisionnaire
Métropole d'Aix-Marseille-Provence

N° de décision
20181305500007

Nature de l'opération
Acquisition-Amélioration

Commune (Insee)
13214 Marseille - 14e arrondissement

Nature des logements

Logements ordinaires

Type de bénéficiaire

Ménages

Zone de prix

Zonage "123" : Zone 2

Zonage "ABC" : Zone A

Exercice
2018

Opération :
IPLAI adapté/50 Bd Maulini /13015/Pact
50 Boulevard Henri Maulini
13014 Marseille

FICHE DE FIN D'OPERATION

Budget délégué de l'Etat à l'EPCI - Subvention versée aux personnes de droit privé

IDENTIFICATION DE LA SUBVENTION ACCORDEE

Département	Date	N° de décision
Bouches du Rhône	11/12/2015	20151305500147
Bénéficiaire (Nom, raison sociale, forme, ...)		
SA UES HABITAT PACT MEDITERRANEE		
UES		
Code bénéficiaire : 751956624		
Adresse :		

10 che des grives

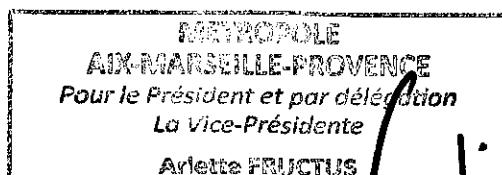
Ville : 13013 Marseille
Exercice : 2015

CALCUL DU SOLDE A VERSER (Nombre de logements financés : 1)

Assiette de subvention	A la date de la DF 5161	Recalculée
	98 418,32 €	98 418,32 €
Subvention	Initiale	Recalculée
Budget délégué de l'Etat à l'EPCI	(A) 12 000,00 €	(B) 12 000,00 €
Montant des acomptes versés		(C) 0,00 €
Solde à verser		(B-C) 12 000,00 €

Fait à MARSEILLE

le : 16 AVR. 2018



Arlette Fructus

ANNEXE A LA DECISION DE SUBVENTION ET D'AGREMENT

A. PLAN DE FINANCEMENT DEFINITIF DE L'OPERATION (TVA à taux réduit)

Aide : PLAI

Financements	Montants	Quotités
I - Partie Subventions		
Subvention Etat	12 000,00	11,38%
PLAI adapté	12 960,00	12,29%
Subvention Département	10 450,00	9,91%
Conseil Régional	22 200,00	21,06%
Subvention EPCI	3 000,00	2,85%
Ville de Marseille	5 000,00	4,74%
Subvention Autres	10 450,00	9,91%
Sous-total Subventions	76 060,00	72,14%
II - Partie Prêts		
Prêt CDC foncier	8 532,00	8,09%
Prêt CDC logement	20 190,23	19,15%
Autres	646,21	0,61%
Sous-total Prêts	29 368,44	27,86%
III - Partie Fonds Propres		
Sous-total Fonds Propres		
Total du Financement (I + II + III)	105 428,44	100,00%
Coût de l'opération / dépassement	105 428,44	

B. CARACTERISTIQUES FINANCIERES DE L'OPERATION

I - Assiette de la subvention : 98 418,32 €

Aide : PLA-I

Nombre de logements

Surface utile

Logements « Collectif »

1

60,00 m²

Logements « Individuel »

Totaux pour le financement des logements « PLA-I »

1

60,00 m²

Assiette *

:

98 418,32 €

Taux de subvention

:

12,19 %

SUBVENTION

:

12 000,00 €

TOTAL DE LA DECISION

Nombre de logements : 1

Surface utile :

60,00 m²

Assiette : 98 418,32 €

SUBVENTION :

12 000,00 €

Taux moyen de subvention :

12,19 %

(*) calcul au prorata des surfaces utiles.

TOTAL GENERAL DE LA DECISION

SUBVENTION :

12 000,00 €

II - Caractéristiques financières (TTC, Taux de TVA réduit)

Charge immobilière HT	81 984,88 €
Coût du bâtiment ou des travaux	12 990,34 €
Prestations intellectuelles et frais	9 017,20 €
Prix de revient HT	103 992,42 €
Montant de la TVA	1 436,02 €
Prix de revient TTC	105 428,44 €
Prix de revient au M ² de surface utile (PR / SU)	1 757,14 €
Type d'opération : Hors opération spécifique	



DECISION DE FINANCEMENT COMPLEMENTAIRE
POUR PLAI-ADAPTES - CLOTURE

Numéro d'opération :

2015130550142_C

N° SIREN du maître d'ouvrage

751956624

Famille d'organisme

Tiers secteur

Bénéficiaire Nom, raison sociale, forme ...

SA UES HABITAT PACT MEDITERRANEE

10 che des grives

13013 Marseille

Décisionnaire

Métropole d'Aix-Marseille-Provence

N° de décision

20181305500006

Nature de l'opération

Acquisition-Amélioration

Commune (Insee)

13214 Marseille - 14e arrondissement

Nature des logements

Logements ordinaires

Type de bénéficiaire

Ménages

Zone de prix

Zonage "123" : Zone 2

Zonage "ABC" : Zone A

Exercice

2018

Opération : 1PLAI adapté/50 Bd Maulini /13015/Pact
 50 Boulevard Henri Maulini
 13014 Marseille

FICHE DE FIN D'OPERATION

Budget délégué de l'Etat à l'EPCI - Subvention versée aux personnes de droit privé

IDENTIFICATION DE LA SUBVENTION ACCORDEE

Département :
Bouches du Rhône

Date
11/12/2015

N° de décision
20151305500146

Bénéficiaire (Nom, raison sociale, forme, ...)
SA UES HABITAT PACT MEDITERRANEE
UES

Code bénéficiaire: 751956024
Adresse :

10 che des grives

Ville : 13013 Marseille
Exercice : 2015

CALCUL DU SOLDE A VERSER

Subvention	Initiale	Recalculée
Budget délégué de l'Etat à l'EPCI	12 960,00 €	12 960,00 €
Montant des acomptes versés		(C) 0,00 €
Solde à verser		(B-C) 12 960,00 €
Nombre de logements financés		1

Fait à MARSEILLE

le : 16 AVR. 2016

METROPOLE
AIX-MARSEILLE-PROVENCE
Pour le Président et par délégation
La Vice-Présidente
Ariette FRUCTUS
Ariette Fructus

**ANNEXE A LA DECISION DE CLOTURE
POUR PLAI ADAPTÉS**

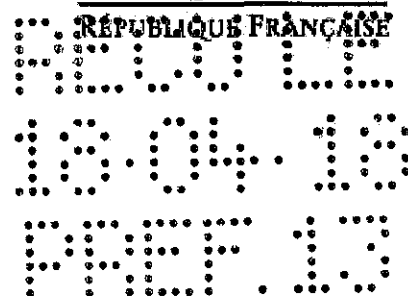
A - CARACTERISTIQUES FINANCIERES DE L'OPERATION

Montant de la subvention totale du dossier : 12 000,00 €

Aide	Logements individuels	Logements collectifs	Surface Utile (m²)
PLAI adaptés		1	60,00
Consistance de l'opération concernant les logements PLAI :			
PLAI		1	60,00

B - CALCUL DE LA SUBVENTION COMPLÉMENTAIRE PLAI ADAPTÉS

Prix de revient pour le(s) logement(s) PLAI adaptés	105 428,44 €
Subvention totale	12 960,00 €
Subvention par logement	12 960,00 €
Nombre de logements financés	1



DECISION DE FINANCEMENT
CLOTURE D'OPERATION

Numéro d'opération :
2015130550078_C

N° SIREN du maître d'ouvrage
751956624

Famille d'organisme
Tiers secteur

Bénéficiaire Nom, raison sociale, forme ...

SA UES HABITAT PACT MEDITERRANEE

10 che des grives

13013 Marseille

Décisionnaire
Métropole d'Aix-Marseille-Provence

N° de décision
20181305500005

Nature de l'opération
Acquisition-Amélioration

Commune (Insee)
13213 Marseille - 13e arrondissement

Exercice
2018

Nature des logements

Logements ordinaires

Type de bénéficiaire

Ménages

Zone de prix

Zonage "123" : Zone 2

Zonage "ABC" : Zone A

Opération : Val des Pins logement 139/13013/Pact13
21 et 55 chemin de Chateau Gombert
13013 MARSEILLE

FICHE DE FIN D'OPERATION

Budget délégué de l'Etat à l'EPCI - Subvention versée aux personnes de droit privé

IDENTIFICATION DE LA SUBVENTION ACCORDEE

Département	Date	N° de décision
Bouches du Rhône	03/12/2015	20151305500112
Bénéficiaire (Nom, raison sociale, forme, ...)		
SA UES HABITAT PACTE MEDITERRANEE		
UES		
Code bénéficiaire: 751956624		
Adresse :		

10 che des grives

Ville : 13013 Marseille
Exercice : 2015

CALCUL DU SOLDE A VERSER (Nombre de logements financés : 1)

Assiette de subvention	A la date de la DF 5161	Recalculée
	120 377,91 €	120 427,11 €
Subvention	Initiale	Recalculée
Budget délégué de l'Etat à l'EPCI	(A) 13 200,00 €	(B) 13 200,00 €
Montant des acomptes versés		(C) 0,00 €
Solde à verser		(B-C) 13 200,00 €

Fait à MARSEILLE

le : 16 AVR. 2018

MAIRIE DE MARSEILLE
AUX-MAIRIES-PROVENÇE
Pour le Président et par délégation
Le Vice-Présidente
Arlette PRIETUS
Arlette Prietus

ANNEXE A LA DECISION DE SUBVENTION ET D'AGREMENT

A. PLAN DE FINANCEMENT DEFINITIF DE L'OPERATION (TVA à taux réduit)

Aide : PLAI

Financements	Montants	Quotités
I - Partie Subventions		
Subvention Etat	13 200,00	9,41%
Subvention EPCI	3 000,00	2,14%
Subvention Région	36 000,00	25,67%
Ville de Marseille	5 000,00	3,57%
Subvention Autres	7 000,00	4,99%
Sous-total Subventions	64 200,00	45,78%
II - Partie Prêts		
Prêt CDC foncier	19 186,00	13,68%
Prêt CDC logement	33 832,00	24,12%
Autres	89,43	0,06%
Sous-total Prêts	53 107,43	37,87%
III - Partie Fonds Propres		
Fonds propres	22 934,50	16,35%
Sous-total Fonds Propres	22 934,50	16,35%
Total du Financement (I + II + III)	140 241,93	100,00%
Coût de l'opération / dépassement	140 241,93	

B. CARACTERISTIQUES FINANCIERES DE L'OPERATION

I - Assiette de la subvention : 120 427,11 €

Aide : PLA-I

Nombre de logements

Surface utile

Logements « Collectif »

1

77,89 m²

Logements « Individuel »

Totaux pour le financement des logements « PLA-I »

1

77,89 m²

Assiette *	:	120 427,11 €
Taux de subvention	:	10,96 %
SUBVENTION	:	13 200,00 €

TOTAL DE LA DECISION

Nombre de logements : 1	Surface utile :	77,89 m²
Assiette : 120 427,11 €	SUBVENTION :	13 200,00 €
	Taux moyen de subvention :	10,96 %

(*) calcul au prorata des surfaces utiles.

TOTAL GENERAL DE LA DECISION

SUBVENTION : 13 200,00 €

II - Caractéristiques financières (TTC, Taux de TVA réduit)

Charge immobilière HT

131 458,63 €

Décision No : 20181305500005

Page : 3/4

Coût du bâtiment ou des travaux	1 192,73 €
Prestations intellectuelles et frais	7 435,54 €
Prix de Revient H.T.	140 086,90 €
Montant de la TVA	155,03 €
Prix de revient TTC	140 241,93 €
Prix de revient au M ² de surface utile (BR / SU)	1 800,51 €
Type d'opération : Hors opération spécifique	
01.7374	



18 / 218 / D

RECUE
18.04.18
PRÉF. 13

DECISION DE FINANCEMENT

CLOTURE D'OPERATION

Numéro d'opération :

2015130550101_C

N° SIREN du maître d'ouvrage

751956624

Famille d'organisme

Tiers secteur

Bénéficiaire Nom, raison sociale, forme ...

SA UES HABITAT PACT MEDITERRANEE

10 che des grives

13013 Marseille

Décisionnaire

Métropole d'Aix-Marseille-Provence

N° de décision

20181305500002

Nature de l'opération

Acquisition-Amélioration

Commune (Insee)

13203 Marseille - 3e arrondissement

Nature des logements

Logements ordinaires

Type de bénéficiaire

Ménages

Zone de prix

Zonage "123" : Zone 2

Zonage "ABC" : Zone A

Exercice

2018

Opération : IPLAI/15 traverse Notre dame de Bon Secours/13003
15 traverse Notre Dame de Bon Secours
13003 MARSEILLE

FICHE DE FIN D'OPERATION

Budget délégué de l'Etat à l'EPCI - Subvention versée aux personnes de droit privé

IDENTIFICATION DE LA SUBVENTION ACCORDEE

Département	Date	N° de décision
Bouches du Rhône	16/12/2015	20151305500178
Bénéficiaire (Nom, raison sociale, forme, ...)		
SA UES HABITAT PACT MEDITERRANEE		
UES		
Code bénéficiaire : 751954624		
Adresse :		

10 che des grives

Ville : 13013 Marseille
Exercice : 2015

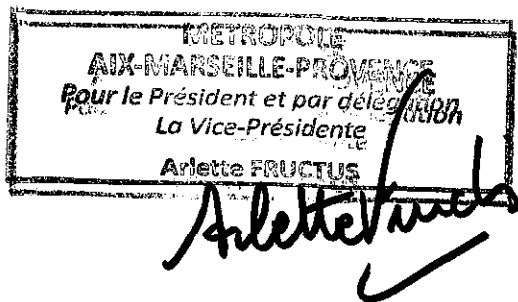
CALCUL DU SOLDE A VERSER (Nombre de logements financés : 1)

Assiette de subvention	A la date de la DF 5161	Recalculée
	106 205,67 €	104 938,54 €
Subvention	Initiale	Recalculée
Budget délégué de l'Etat à l'EPCI	(A) 13 200,00 €	(B) 13 200,00 €
Montant des acomptes versés		(C) 0,00 €
Solde à verser		(B-C) 13 200,00 €

Fait à MARSEILLE

le :

16 AVR. 2016



ANNEXE A LA DECISION DE SUBVENTION ET D'AGREMENT

A. PLAN DE FINANCEMENT DEFINITIF DE L'OPERATION (TVA à taux réduit)

Aide : PLAI

Financements	Montants	Quotités
I - Partie Subventions		
Subvention Etat	13 200,00	10,30%
Conseil Général	12 966,00	10,41%
Conseil Régional	25 500,00	20,48%
Subvention EPCI	3 000,00	2,44%
Ville de Marseille	5 000,00	4,01%
Subvention Autres	12 966,00	10,41%
Sous-total Subventions	72 632,00	58,32%
II - Partie Prêts		
Prêt CDC logement	51 032,20	40,98%
Prêts Autres	871,20	0,70%
Sous-total Prêts	51 903,40	41,68%
III - Partie Fonds Propres		
Sous-total Fonds Propres		
Total du Financement (I + II + III)	124 535,40	100,00%
Coût de l'opération / dépassement	124 535,40	

B. CARACTERISTIQUES FINANCIERES DE L'OPERATION

I - Assiette de la subvention : 104 938,54 €

Aide : PLA-I

Nombre de logements

Surface utile

Logements « Collectif »

1

65,30 m²

Logements « Individuel »

Totaux pour le financement des logements « PLA-I »

1

65,30 m²

Assiette *

:

104 938,54 €

Taux de subvention

:

12,58 %

SUBVENTION

:

13 200,00 €

TOTAL DE LA DECISION

Nombre de logements : 1

Surface utile :

65,30 m²

Assiette : 104 938,54 €

SUBVENTION :

13 200,00 €

Taux moyen de subvention :

12,58 %

(*) calcul au prorata des surfaces utiles.

TOTAL GENERAL DE LA DECISION

SUBVENTION :

13 200,00 €

II - Caractéristiques financières (TTC, Taux de TVA réduit)

Charge immobilière HT

93 020,00 €

Coût du bâtiment ou des travaux

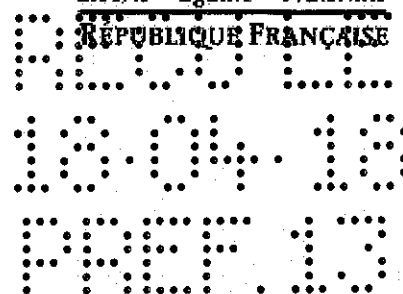
19 360,00 €

Décision No : 20181305500002

Page : 3/4

Prestations intellectuelles et frais	10 219,40 €
Prix de Revient H.T.	122 599,40 €
Montant de la TVA	1 936,00 €
Prix de revient TTC	124 535,40 €
Prix de revient au M ² de surface utile (PR / SU)	1 907,13 €

Type d'opération : Hors opération spécifique



DECISION DE FINANCEMENT
CLOTURE D'OPERATION

Numéro d'opération :
2012130550022_C

N° SIREN du maître d'ouvrage
775690944

Famille d'organisme
Entreprises HLM

Décisionnaire
Métropole d'Aix-Marseille-Provence

N° de décision
20181305500011

Nature de l'opération
Acquisition-Amélioration

Commune (Insee)
13207 Marseille - 7e arrondissement

Exercice
2018

Bénéficiaire Nom, raison sociale, forme ...

I.C.F. SUD-EST MEDITERRANEE

immeuble Anthémis
118 bd marius vivier-merle

69003 Lyon

Nature des logements

Logements ordinaires

Type de bénéficiaire

Ménages

Zone de prix

Zonage "123" : Zone 2

Zonage "ABC" : Zone B

Opération : PLUS - PLAI COMBAUD ROQUEBRUNE
18 rue Combaud Roquebrune
rue Sauveur Tobelem
13007 Marseille 7ème

FICHE DE FIN D'OPERATION

Budget délégué de l'Etat à l'EPCI - Subvention versée aux personnes de droit privé

IDENTIFICATION DE LA SUBVENTION ACCORDEE

Département	Date	N° de décision
Bouches du Rhône	27/11/2012	20121305500071
Bénéficiaire (Nom, raison sociale, forme, ...)		
I.C.F. SUD-EST MEDITERRANEE		
SA HLM./ESH		
Code bénéficiaire: 775690944		
Adresse :		
immeuble Anthémis		
118 bd marius vivier-merle		
Ville :	69003 Lyon	
Exercice :	2012	

CALCUL DU SOLDE A VERSER (Nombre de logements financés : 44)

Assiette de subvention	A la date de la DF 5161	Recalculée
	5 181 909,94 €	5 063 542,76 €
Subvention	Initiale	Recalculée
Budget délégué de l'Etat à l'EPCI	(A) 205 000,00 €	(B) 205 000,00 €
Montant des acomptes versés		(C) 61 500,00 €
Solde à verser		(B-C) 143 500,00 €

Fait à MARSEILLE

le : 16 AVR. 2018

METROPOLE
AIX-MARSEILLE-PROVENCE
Pour le Président et par délégation
La Vice-Présidente
Arlette FRUCTUS

Arlette Fructus

ANNEXE A LA DECISION DE SUBVENTION ET D'AGREMENT

A. PLAN DE FINANCEMENT DEFINITIF DE L'OPERATION (TVA à taux réduit)

Aide : **PLAI**

Financements	Montants	Quotités
I - Partie Subventions		
Subvention Etat	143 000,00	6,21%
Surcharge foncière	25 788,26	1,10%
Aide complémentaire sur fonds propres CUMPM	39 000,00	1,67%
Conseil Général	35 455,00	1,52%
Ville de Marseille	104 000,00	4,45%
Subvention PEEC	55 030,00	2,35%
Sous-total Subventions	402 273,26	17,20%
II - Partie Prêts		
Prêt CDC logement	1 460 168,00	62,42%
Sous-total Prêts	1 460 168,00	62,42%
III - Partie Fonds Propres		
Fonds propres	476 648,00	20,38%
Sous-total Fonds Propres	476 648,00	20,38%
Total du Financement (I + II + III)	2 339 089,26	

Aide : **PLUS**

Financements	Montants	Quotités
I - Partie Subventions		
Subvention Etat	62 000,00	1,16%
Surcharge foncière	62 211,74	1,16%
Aide complémentaire sur fonds propres CUMPM	93 000,00	1,74%
Conseil Général	84 545,00	1,58%
Ville de Marseille	248 000,00	4,63%
Subvention PEEC	131 225,00	2,45%
Sous-total Subventions	680 981,74	12,71%
II - Partie Prêts		
Prêt CDC logement	3 541 396,00	66,08%
Sous-total Prêts	3 541 396,00	66,08%
III - Partie Fonds Propres		
Fonds propres	1 136 623,76	21,21%
Sous-total Fonds Propres	1 136 623,76	21,21%
Total du Financement (I + II + III)	5 359 001,50	

Aide : **Totalisation**

Financements	Montants	Quotités
I - Partie Subventions		
Conseil Général	120 000,00	1,56%
Aide complémentaire sur fonds propres CUMPM	132 000,00	1,71%
Ville de Marseille	352 000,00	4,57%
Subvention PEEC	186 255,00	2,42%
Subvention Etat	205 000,00	2,66%
Surcharge foncière	88 000,00	1,14%

Sous-total Subventions	1 083 255,00	14,07%
II - Partie Prêts		
Prêt CDC logement	5 001 564,00	64,97%
Sous-total Prêts	5 001 564,00	64,97%
III - Partie Fonds Propres		
Fonds propres	1 613 271,76	20,96%
Sous-total Fonds Propres	1 613 271,76	20,96%
Total du Financement (I + II + III)	7 698 090,76	100,00%
Coût de l'opération / dépassement	7 698 090,76	

B. CARACTÉRISTIQUES FINANCIÈRES DE L'OPERATION

I - Assiette de la subvention : 5 063 542,76 €

Aide : PLUS	Nombre de logements	Surface utile
Logements « Collectif »	31	2 238,82 m²
Logements « Individuel »		

Totaux pour le financement des logements « PLUS »	31	2 238,82 m²
Assiette *	:	3 583 215,06 €
Taux de subvention	:	1,73 %
SUBVENTION	:	62 000,00 €

Aide : PLA-I	Nombre de logements	Surface utile
Logements « Collectif »	13	924,92 m²
Logements « Individuel »		

Totaux pour le financement des logements « PLA-I »	13	924,92 m²
Assiette *	:	1 480 327,70 €
Taux de subvention	:	9,66 %
SUBVENTION	:	143 000,00 €

TOTAL DE LA DECISION

Nombre de logements : 44	Surface utile :	3 163,74 m²
Assiette : 5 063 542,76 €	SUBVENTION :	205 000,00 €
	Taux moyen de subvention :	4,05 %

(*) calcul au prorata des surfaces utiles.

Surcharge foncière

Surface utile totale	:	3 163,74 m²
Assiette de subvention	:	4 059 789,76 €
Taux de subvention	:	2,17 %
Montant de subvention	:	88 000,00 €

TOTAL GENERAL DE LA DECISION

SUBVENTION	:	293 000,00 €
------------	---	--------------

II - Caractéristiques financières (TTC, Taux de TVA réduit)

Charge immobilière HT	6 906 386,96 €
Coût du bâtiment ou des travaux	338 531,47 €
Prestations intellectuelles et frais	54 701,80 €
Prix de Revient H.T.	7 299 620,23 €
Montant de la TVA	398 470,53 €
Prix de revient TTC	7 698 090,76 €
Prix de revient au M ² de surface utile (PR / SU)	2 433,22 €

Type d'opération : Hors opération spécifique

RECUL
13-04-13
PRÉF. 13

C. PLAN DE FINANCEMENT DE LA SURCHARGE FONCIERE

Aide : Surcharge foncière

Financements	Montants	Quotités
I - Partie Subventions		
Subvention Etat	88 000,00	2,17%
Aide complémentaire sur fonds propres CUMPM	132 000,00	3,25%
Conseil Général	120 000,00	2,96%
Ville de Marseille	352 000,00	8,67%
Subvention PEEC	186 258,00	4,59%
Sous-total Subventions	878 258,00	21,63%
II - Partie Prêts		
Prêt CDC logement	1 306 632,76	32,18%
Sous-total Prêts	1 306 632,76	32,18%
III - Partie Fonds Propres		
Fonds propres	1 874 899,00	46,18%
Sous-total Fonds Propres	1 874 899,00	46,18%
Total du Financement (I + II + III)	4 059 789,76	100,00%
Coût de l'opération / dépassement	4 059 789,76	

D. CARACTERISTIQUES FINANCIERES DE L'OPERATION DE SURCHARGE FONCIERE

Valeurs foncières de référence * Surface Utile	3 638 301,00 €
Surface utile totale	3 163,74 m²
Dont SU Collectif	3 163,74
Dont SU Individuel	0,00
Charge foncière	6 906 386,96 €
Assiette de subvention (dépassement)	4 059 789,76 €
Taux de la subvention	2,17 %



RECUE
18.04.18
PRÉF.13

DECISION DE CLOTURE
POUR SURCHARGE FONCIERE

Numéro d'opération :

2012130550022_C

N° SIREN du maître d'ouvrage

775690944

Famille d'organisme

Entreprises HLM

Décisionnaire

Métropole d'Aix-Marseille-Provence

N° de décision

20181305500010

Nature de l'opération

Acquisition-Amélioration

Commune (Insee)

13207 Marseille - 7e arrondissement

Exercice

2018

Bénéficiaire Nom, raison sociale, forme ...

I.C.F. SUD-EST MEDITERRANEE

immeuble Anthémis

118 bd marius vivier-merle

69003 Lyon

Nature des logements

Logements ordinaires

Type de bénéficiaire

Ménages

Zone de prix

Zonage "123" : Zone 2

Zonage "ABC" : Zone B

Opération :

PLUS - PLAI COMBAUD ROQUEBRUNE

18 rue Combaud Roquebrune

rue Sauveur Tobelem

13007 Marseille 7ème

FICHE DE FIN D'OPERATION

Budget délégué de l'Etat à l'EPCI - Subvention versée aux personnes de droit privé

IDENTIFICATION DE LA SUBVENTION ACCORDEE

Département	Date	N° de décision
Bouches du Rhône	27/11/2012	20121305500072
Bénéficiaire (Nom, raison sociale, forme, ...)		
I.C.F. SUD-EST MEDITERRANEE		
SA HLM / ESH		
Code bénéficiaire : 775690944		
Adresse :		
immeuble Anthémis		
118 bd marius vivier-merle		
Ville :	69003 Lyon	
Exercice :	2012	

CALCUL DU SOLDE A VERSER (Nombre de logements financés : 44)

Assiette de subvention	A la date de la DF	Recalculée
	3 847 905,00 €	4 059 789,76 €
Subvention	Initiale	Recalculée
Budget délégué de l'Etat à l'EPCI	88 000,00	88 000,00
Montant des acomptes versés		(C) 70 400,00 €
Solde à verser		(B-C) 17 600,00 €

Fait à MARSEILLE

le : 16 AVR. 2018

METROPOLE
AIX-MARSEILLE-PROVENCE
Pour le Président et par délégation
La Vice-Présidente
Arlette FRUCTUS

Arlette Fructus

C. PLAN DE FINANCEMENT DE LA SURCHARGE FONCIERE

Aide : **Surcharge foncière**

Financements	Montants	Quotités
I - Partie Subventions		
Subvention Etat	88 000,00	2,17%
Aide complémentaire sur fonds propres CUMPM	132 000,00	3,25%
Conseil Général	120 000,00	2,96%
Ville de Marseille	352 000,00	8,67%
Subvention PEEC	186 258,00	4,59%
Sous-total Subventions	878 258,00	21,63%
II - Partie Prêts		
Prêt CDC logement	1 306 632,76	32,18%
Sous-total Prêts	1 306 632,76	32,18%
III - Partie Fonds Propres		
Fonds propres	1 874 899,00	46,18%
Sous-total Fonds Propres	1 874 899,00	46,18%
Total du Financement (I + II + III)	4 059 789,76	100,00%
Coût de l'opération / dépassement	4 059 789,76	

D. CARACTERISTIQUES FINANCIERES DE L'OPERATION DE SURCHARGE FONCIERE

Valeurs foncières de référence * Surface Utile	3 638 301,00 €
Surface utile totale	3 163,74 m²
Dont SU Collectif	3 163,74
Dont SU Individuel	0,00
Charge foncière HT	6 906 386,96 €
TVA de la charge foncière	0,00 €
Charge foncière TTC	6 906 386,96 €
Assiette de subvention (dépassement)	4 059 789,76 €
Taux de la subvention	2,17 %



18 / 221 / D

2018
18.04.18
PRF 13

**DECISION DE FINANCEMENT
CLOTURE D'OPERATION**

Numéro d'opération :
2014130550021_C

N° SIREN du maître d'ouvrage
060804770

Famille d'organisme
Entreprises HLM

Bénéficiaire Nom, raison sociale, forme ...

S.A. LOGIREM

111 bd national
BP 204

13003 Marseille

Décisionnaire
Métropole d'Aix-Marseille-Provence

N° de décision
20181305500009

Nature de l'opération
Acquisition-Amélioration

Commune (Insee)
13215 Marseille - 15e arrondissement

Exercice
2018

Nature des logements

Logements ordinaires

Type de bénéficiaire

Ménages

Zone de prix

Zonage "123" : Zone 2

Zonage "ABC" : Zone B

Opération : Villa19/Hameau ST Antoine/1 PLAI/13015/Logirem
257 avenue de Saint Antoine
13015 Marseille

FICHE DE FIN D'OPERATION

Budget délégué de l'Etat à l'EPCI - Subvention versée aux personnes de droit privé

IDENTIFICATION DE LA SUBVENTION ACCORDEE

Département	Date	N° de décision
Bouches du Rhône	16/01/2015	20141305500242
Bénéficiaire (Nom, raison sociale, forme, ...)		
S.A. LOGIREM		
S.A. HLM / ESH		
Code bénéficiaire : 060804776		
Adresse :		

111 bd national
BP 204
Ville : 13003 Marseille
Exercice : 2014

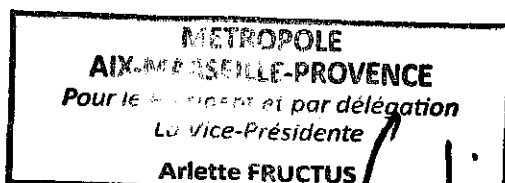
CALCUL DU SOLDE A VERSER (Nombre de logements financés : 1)

Assiette de subvention	A la date de la DF 5161	Recalculée
	132 863,73 €	132 863,73 €
Subvention	Initiale	Recalculée
Budget délégué de l'Etat à l'EPCI	(A) 15 000,00 €	(B) 15 000,00 €
Montant des acomptes versés		(C) 12 000,00 €
Solde à verser		(B-C) 3 000,00 €

Fait à MARSEILLE

le :

16 AVR. 2018



Arlette Fructus

ANNEXE A LA DECISION DE SUBVENTION ET D'AGREMENT

A. PLAN DE FINANCEMENT DEFINITIF DE L'OPERATION (TVA à taux réduit)

Aide : **PLAI**

Financements	Montants	Quotités
I - Partie Subventions		
Subvention Etat	15 000,00	6,18%
Ville de Marseille	4 934,75	2,03%
Subvention EPCI	3 000,00	1,24%
Sous-total Subventions	22 934,75	9,44%
II - Partie Prêts		
Prêt CDC logement	141 140,00	58,12%
Prêt CDC foncier	66 917,00	27,56%
Sous-total Prêts	208 057,00	85,67%
III - Partie Fonds Propres		
Fonds propres	11 853,45	4,88%
Sous-total Fonds Propres	11 853,45	4,88%
Total du Financement (I + II + III)	242 845,20	100,00%
Coût de l'opération / dépassement	242 845,20	

B. CARACTERISTIQUES FINANCIERES DE L'OPERATION

I - Assiette de la subvention : 132 863,73 €

Aide : **PLA-I**

	Nombre de logements	Surface utile
Logements « Collectif »		
Logements « Individuel »	1	80,25 m²
Totaux pour le financement des logements « PLA-I »	1	80,25 m²
Assiette *	:	132 863,73 €
Taux de subvention	:	11,29 %
SUBVENTION	:	15 000,00 €

TOTAL DE LA DECISION

Nombre de logements : 1	Surface utile :	80,25 m²
Assiette : 132 863,73 €	SUBVENTION :	15 000,00 €
	Taux moyen de subvention :	11,29 %

(*) calcul au prorata des surfaces utiles.

TOTAL GENERAL DE LA DECISION

SUBVENTION : 15 000,00 €

II - Caractéristiques financières (TTC, Taux de TVA réduit)

Charge immobilière HT	226 000,00 €
Coût du bâtiment ou des travaux	3 992,00 €
Prestations intellectuelles et frais	12 454,00 €
Prix de Revient H.T.	242 446,00 €
Décision No : 20181305500009	Page : 3/4

Montant de la TVA

399,20 €

Prix de revient TTC

242 845,20 €

Prix de revient au M² de surface utile (PR / SU)

3 026,11 €

Type d'opération :

Hors opération spécifique

11000000
01-40-01
01-3344



18 / 222 / D

DECISION
18.04.18
PRF 13

DECISION DE FINANCEMENT
CLOTURE D'OPERATION

Numéro d'opération :

2014130550022_C

N° SIREN du maître d'ouvrage

060804770

Famille d'organisme

Entreprises HLM

Bénéficiaire Nom, raison sociale, forme ...

S.A. LOGIREM

111 bd national

BP 204

13003 Marseille

Décisionnaire

Métropole d'Aix-Marseille-Provence

N° de décision

20181305500008

Nature de l'opération

Acquisition-Amélioration

Commune (Insee)

13215 Marseille - 15e arrondissement

Nature des logements

Logements ordinaires

Type de bénéficiaire

Ménages

Zone de prix

Zonage "123" : Zone 2

Zonage "ABC" : Zone B

Exercice

2018

Opération : Villa20/Hameau ST Antoine/1 PLAI/13015/Logirem

257 avenue de Saint Antoine

13015 Marseille

FICHE DE FIN D'OPERATION

Budget délégué de l'Etat à l'EPCI - Subvention versée aux personnes de droit privé

IDENTIFICATION DE LA SUBVENTION ACCORDEE

Département

Bouches du Rhône

Date

16/01/2015

N° de décision

20141305500243

Bénéficiaire (Nom, raison sociale, forme, ...)

S.A. LOGIREM

S.A. HLM ESH

Code bénéficiaire : 060801770

Adresse :

111 bd national

BP 204

Ville :

13003 Marseille

Exercice :

2014

CALCUL DU SOLDE A VERSER (Nombre de logements financés : 1)

Assiette de subvention

A la date de la DF 5161

Recalculée

138 973,47 €

138 973,47 €

Subvention

Initiale

Recalculée

Budget délégué de l'Etat à l'EPCI

(A) 15 000,00 €

(B) 15 000,00 €

Montant des acomptes versés

(C) 12 000,00 €

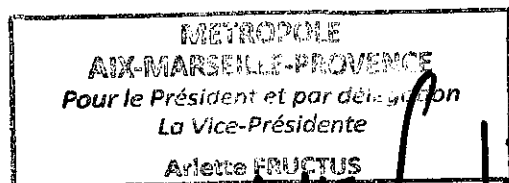
Solde à verser

(B-C) 3 000,00 €

Fait à MARSEILLE

le :

16 AVR. 2018



Ariette Fructus

ANNEXE A LA DECISION DE SUBVENTION ET D'AGREMENT

A. PLAN DE FINANCEMENT DEFINITIF DE L'OPERATION (TVA à taux réduit)

Aide : **PLAI**

Financements	Montants	Quantités
I - Partie Subventions		
Subvention Etat	15 000,00	6,17%
Ville de Marseille	5 000,00	2,06%
Subvention EPCI	3 000,00	1,23%
Sous-total Subventions	23 000,00	9,46%
II - Partie Prêts		
Prêt CDC logement	137 194,00	56,44%
Prêt CDC foncier	65 226,00	26,83%
Sous-total Prêts	202 420,00	83,27%
III - Partie Fonds Propres		
Fonds propres	17 667,20	7,27%
Sous-total Fonds Propres	17 667,20	7,27%
Total du Financement (I + II + III)	243 087,20	100,00%
Coût de l'opération / dépassement	243 087,20	

B. CARACTERISTIQUES FINANCIERES DE L'OPERATION

I - Assiette de la subvention : 138 973,47 €

Aide : **PLA-I**

Nombre de logements

Surface utile

Logements « Collectif »

Logements « Individuel »

1

84,86 m²

Totaux pour le financement des logements « PLA-I »

1

84,86 m²

Assiette *

:

138 973,47 €

Taux de subvention

:

10,79 %

SUBVENTION

:

15 000,00 €

TOTAL DE LA DECISION

Nombre de logements : 1

Surface utile :

84,86 m²

Assiette : 138 973,47 €

SUBVENTION :

15 000,00 €

Taux moyen de subvention :

10,79 %

(*) calcul au prorata des surfaces utiles.

TOTAL GENERAL DE LA DECISION

SUBVENTION :

15 000,00 €

II - Caractéristiques financières (TTC, Taux de TVA réduit)

Charge immobilière HT

226 000,00 €

Coût du bâtiment ou des travaux

4 212,00 €

Prestations intellectuelles et frais

12 454,00 €

Prix de Revient H.T.

242 666,00 €

Décision No : 20181305500008

Page : 3/4

Montant de la TVA

421,20 €

Prix de revient TTC

243 087,20 €

Prix de revient au M² de surface utile (PR / SU)

2 864,57 €

Type d'opération : Hors opération spécifique

01 - 40 - 01

01 - 10 - 01